

**POUR VOUS  
ABONNER:  
647-3333**  
Extérieur:  
1-800-463-2362

# LE SOLEIL

Promotion robes 20%

**CRÉATIONS SUZANNE inc.**  
869, rue Saint-Jean, 529-9757

JEUDI 13 OCTOBRE 1988

QUÉBEC, 92<sup>e</sup> ANNÉE, NO 283  
78 PAGES, 5 CAHIERS + 1 TABLEAU

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3,00\$  
ILES DE LA MADELINE - GASPÉ - RIVIÈRE AU RENARD - PERCE - ABITIBI NW

35c

## LE QUÉBEC

### Mieux vaut être riche et en santé

L'état de santé des Québécois varie selon le niveau de richesse, le sexe et l'âge, révèle une vaste étude réalisée auprès de 32,000 Québécois. **A-8**

### Prévention du crime: le public doit participer

Le ministre de la Sécurité publique, M. Herbert Marx, s'est trouvé un nouveau cheval de bataille: la consultation sur la prévention du crime. **A-10**

## LE MONDE

### Algérie: Chadli Bendjedid annonce un référendum

Le président algérien Chadli Bendjedid a annoncé hier, pour le 3 novembre, la tenue d'un référendum sur les réformes politiques promises. **A-14**

## LE SPORT

### Les Nordiques gagnent la première

Les Nordiques ont gagné 6 à 5, un résultat inhabituel, leur premier match de l'année contre le Canadien, et ce au Forum même. **S-2 à S-4**

## L'ECONOMIE

### Pas de lien aérien entre New York et Québec

La compagnie Inter-Canadien n'a pas l'intention, dans un avenir rapproché, d'établir une liaison aérienne directe entre Québec et New York. **B-1**

## LES ARTS

### Toundra-Taïga, au Musée de la civilisation

La *Toundra-Taïga* du Musée de la Civilisation: tel est le titre d'une exposition qui s'y tiendra du 20 octobre au 2 avril. **D-1**

## L'EDITORIAL

### Privatisation: la vente aux enchères est terminée

Après 21 privatisations, le gouvernement Bourassa a terminé sa vente aux enchères des sociétés d'État. Les finances publiques s'en trouvent assainies. **B-8**

## L'INDEX

Local et régional	A-3 à A-7
Le Québec	A-8 à A-11
Le Canada	D-5 à D-11
Le Monde	A-12 à A-15
Annonces classées	E-1 à E-7
Arts	D-1 à D-4
Bandes dessinées	S-19
Bridge	E-5
Décès	E-7 et E-8
Économie	Cahier B
Feuilleton	E-3
Editorial	B-8
Horoscope	E-5
Mots croisés	E-2
Mot mystère	E-2
Où aller à Québec	D-4
Patron	E-6
Pierre Champagne	A-9

## LA METEO

Nuageux avec éclaircies et quelques averses de neige. Froid. Probabilité de précipitations: 50 pour 100. Maximum: 3 à 5. Demain: nuageux avec éclaircies. **S-20**

## Bell: entente de principe

OTTAWA (PC) — Une entente a été conclue hier soir entre Bell Canada et ses techniciens et téléphonistes en grève depuis 15 semaines, a annoncé hier soir le médiateur fédéral Bill Kelly.

Les travailleurs devraient reprendre le travail le 23 octobre au plus tôt, soit le lendemain du vote de ratification, a indiqué le président du Syndicat des travailleurs en communication et

en électricité M. Fred Pommeroy. Les détails de l'entente n'ont pas été divulgués et demeureront secrets tant que les travailleurs ne se seront pas prononcés la semaine prochaine, a ajouté M. Pommeroy.

Il a cependant indiqué que le syndicat avait marqué des points au chapitre de l'indexation des pensions, des salaires, des vacances et de l'utilisation des employés à temps partiel.

De son côté, le négociateur en chef pour Bell Canada, M. Tom Mullins, a déclaré que la compagnie était satisfaite de l'entente.

Les deux parties se sont également mises d'accord sur la fa-

çon de traiter les nombreux actes de vandalisme qui ont été commis pendant la grève, la plus longue qu'a connue Bell Canada en 108 années d'existence.

« L'entente prend cela en considération à la satisfaction des deux parties », a mentionné M. Mullins tout en ajoutant que les représailles contre les employés fautifs n'ont pas été nécessairement exclues.

## \$125 millions pour dépolluer le Saint-Laurent

De nouveaux millions viendront contribuer à l'assainissement industriel au Québec. Dix entreprises parmi lesquelles on retrouve QIT Fer et Titane, de Sorel et Tracy, et CIP, de Matane et Trois-Rivières, investiront \$125 millions dans la dépollution. Cette somme s'ajoute aux \$234 millions annoncés en septembre 1986 par le gouvernement québécois.

par RAYMOND GAGNÉ  
LE SOLEIL

Le ministre Clifford Lincoln a fait ses annonces, hier soir, aux participants du Colloque international sur le devenir et les effets des produits chimiques toxiques dans les fleuves et leurs estuaires, qui se termine aujourd'hui, au Château Frontenac.

En plus de leur faire part des ententes récentes survenues entre QIT Fer et Titane, CIP de Matane et de Trois-Rivières et sept autres entreprises, le ministre de l'Environnement, a repris l'idée de la création d'un fonds écologique international, qui serait financé à même les budgets d'armements des pays industrialisés.

Au sujet de la dépollution du Saint-Laurent, le ministre a dit que les ententes récentes permettront la réalisation « d'un des plus gros programmes de dépollution des eaux usées industrielles » à avoir été entrepris au Québec.

QIT Fer et Titane dépensera, en effet, \$65 millions et devrait, en ce faisant, parvenir à réduire ses effluents déversés dans le Saint-Laurent d'au moins 95 pour 100. Ce qui veut dire, qu'en 1993, l'entreprise aura cessé de jeter dans le fleuve l'équivalent d'environ 400 tonnes

de matières solides en suspension.

En ce qui a trait à CIP-Matane, celle-ci s'est engagée à réduire ses rejets de matières organiques et à répondre aux normes appliquées chez les fabriques de pâtes et papiers, au plus tard à la fin de septembre 1991.

Il en est de même pour son usine de Trois-Rivières, où la réduction des matières en suspension dans les effluents permettra de réduire de 54 pour 100 la demande biochimique en oxygène.

Suite A-2, Dépollution...

## Faux départ...



Invité à tirer le coup d'envoi d'un 100 mètres, hier, à l'occasion d'une rencontre d'athlétisme, John Turner a manqué de veine. Les coureurs ayant raté leur départ, le chef libéral a, de son côté, dû quitter en catastrophe, tournée électorale oblige.

C.

## L'opération privatisation a rapporté près de \$1 milliard

Le gouvernement du Québec ne procédera à aucune nouvelle privatisation d'importance d'ici la fin de son mandat. Depuis 1986, 21 dossiers ont été fermés et l'État en a tiré une valeur totale de près de \$1 milliard, ce qui n'a pas empêché d'accroître de \$418,3 millions l'avoir du gouvernement dans diverses entreprises entre 1985 et 1988, à l'exclusion d'Hydro-Québec.

par ANDRÉ FORGUES  
LE SOLEIL

Le ministre délégué à la Privati-

sation, M. Pierre Fortier, a dressé hier le bilan de son activité dans ce dossier. Pour le gouvernement, il s'agit d'un rapport d'étape, explique M.

Fortier, car d'autres privatisations sont toujours susceptibles d'être réalisées.

Le ministre indique cependant ne plus consacrer beaucoup de temps à cette partie de ses responsabilités, l'essentiel du travail à accomplir ayant été. « Je ne pense pas qu'on ait encore besoin d'un ministre délégué à la Privatisation », dit d'ailleurs M. Fortier, qui est

Suite A-2, Milliard...

## NPD: comme le bon vin

OTTAWA — La machine électorale du NPD a vieilli comme le bon vin, prenant du caractère et de la couleur avec l'âge. À ce titre, elle est à l'image de son chef Edward Broadbent.

par PIERRE-PAUL NOREAU  
LE SOLEIL

Il y a seulement quatre ans, le quartier général de la campagne électorale néo-démocrate était situé dans une vénérable maison où l'on s'attendait davantage à trouver un couple de retraités à l'aise que la besogneuse équipe d'organiseurs politiques d'un des trois partis les plus importants au pays.

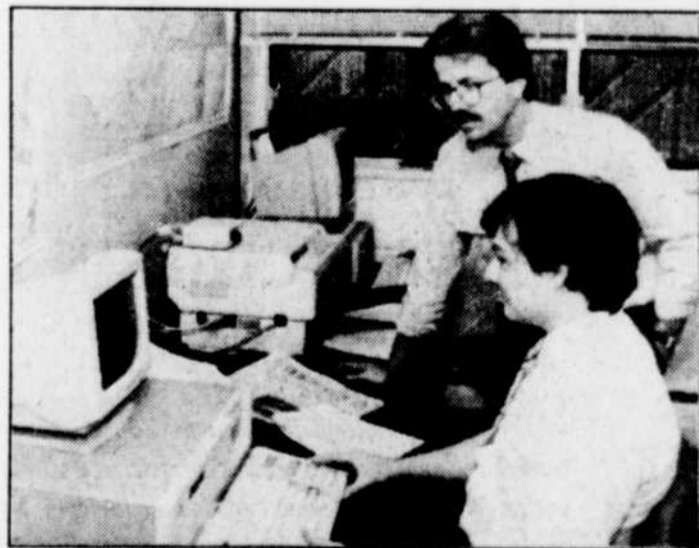
Les stratégies de l'équipe d'Ed Broadbent travaillent aujourd'hui dans de spacieux locaux au sixième étage d'un édifice à bureaux moderne, dans le centre-ville d'Ottawa.

On n'y retrouve pas l'opulence caractéristique du Parti conservateur, qui s'est doté du dernier cri en matière d'équi-

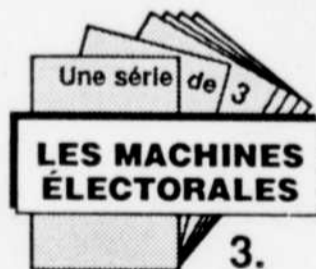
pements technologiques. Il a également moins de person-

nel. Mais l'organisation néo-démocrate n'en vit pas moins, comme les autres, à l'heure des campagnes informatisées.

« Il n'y a pas eu de miracle pour amener le NPD à ce niveau d'organisation », assure



Robin Sears (debout) est le directeur adjoint de la campagne du NPD.



3.

LES MACHINES ELECTORALES

Robin Sears, directeur adjoint de la campagne de ce parti. Sa formation politique a simplement mûri, plaide-t-il.

Le NPD s'apprête à dépenser au moins \$6 millions d'ici au 21 novembre afin de soutenir sa campagne nationale, explique M. Sears, qui occupe normalement le poste de secrétaire principal du leader néo-démocrate ontarien, Bob Rae. Cet argent provient aux trois quarts de contributions populaires, le reste étant essentiellement de l'argent fourni par les syndicats.

En terme de ressources humaines, ce sont 45 personnes qui oeuvrent au quartier général. Il faut en ajouter une trentaine au cabinet d'Edward Broadbent sur la colline parle-

Suite A-2, Machines...

## ÉLECTIONS 88

### La langue des chefs

Les libéraux et les néo-démocrates ne sont pas contents du tout de l'« entente » intervenue mardi avec les réseaux de télé.

Le billet de JACQUES DUMAIS  
LE SOLEIL

Présence au français, donc, dans ce débat de trois heures, le 24 octobre, qui mettra en vedette Antonine Maillet, dite *La Sagouine*, et, si possible, Brian Mulroney, John Turner et Edward Broadbent.

MM. Turner et Broadbent seraient, selon leurs faireurs d'images, les grands perdants de ce téléthon, compte tenu de leur maîtrise imparfaite de la langue de Molière. Si le premier happening s'était déroulé en anglais, ce beau monde eût, semble-t-il, été comblé.

Que Brian, John et Ed aient à se répartir les rôles de *Gilbert*, *Roger* ou *Jean-Paul* au profit d'une *Dame de Coeur* « au-dessus de tout soupçon », ils devraient s'en congratuler. Mais quel gâchis, en revanche, pour l'ensemble des téléspectateurs de devoir subir, pendant 180 minutes, des leaders si peu télévisuels qui trébucheront non seulement sur les idées intelligibles mais d'abord sur les mots.

Libéraux et néo-démocrates croient-ils sans rire que M. Mulroney est à l'aise dans notre langue qui n'est pas sa langue maternelle? Cet homme politique demeure toujours incapable, après des années de surexposition à Radio-Canada, TVA ou à Quatre-Saisons, de distinguer les accents aigus des accents graves ou encore de s'adresser aux Québécois autrement qu'en Père Noël face à des lutins de

Suite A-2, Langue...

## 7 PAGES

### Bourassa ménage John Turner

D-8

### La réforme fiscale de Broadbent

D-11

### Le plus gros dîner-bénéfice des libéraux

D-13

### Des moments difficiles pour Mulroney

D-16

**GARANTIE 5 ANS**  
Pièces et main-d'oeuvre

**Quasar**  
Micro-ondes  
700 watts  
Le plus complet sur le marché

**SPÉCIAL TANGUAY**  
**399<sup>95</sup>\$**  
COURS DE CUISSON GRATUIT

**AMEUBLEMENTS TANGUAY**  
L'entreprise de l'année

**LÉVIS** Place Tanguay  
**BEAUPORT** 535, boul. Ste-Anne  
**CARREFOUR LES SAULES** 5150, boul. de l'Ornière  
SERVICE 872-2242

## Suites de la première page

### Dépollution...

Sans inclure les \$110 millions que le gouvernement fédéral a décidé, en juin dernier, d'investir dans la désintoxication du Saint-Laurent, le Québec consacrera \$6,2 milliards à cette tâche.

Cette somme comprend la participation du gouvernement du Québec, \$2,6 milliards, celle des municipalités, \$2,7 milliards, \$900 millions par les industries et \$70 millions par les agriculteurs.

Le ministre a aussi fait valoir que les pays industrialisés, dont les budgets d'armements dépassent les \$930 milliards pourraient, s'ils le voulaient, en détourner 1 pour 100 et ainsi créer un fonds écologique à l'aide duquel ils pourraient réaliser la dépollution de leurs réseaux fluviaux.

Le colloque international qui se déroule actuellement à Québec, a permis à des scientifiques de nombreux pays, de transmettre leurs connaissances sur la pollution des fleuves et des estuaires par le moyen de près de 120 communications différentes.

Ce colloque aura démontré que tous les réseaux fluviaux du monde sont gravement atteints par la pollution chimique et organique et qu'il est impérieux de les assainir avant que la situation ne devienne irréversible.

### Milliard...

aussi ministre délégué aux Finances.

Il demeure tout de même quelques gros morceaux dont le gouvernement pourrait éventuellement se départir. Le ministre cite notamment les actions de Culinar détenues par Soquia ainsi que la participation de la SGF dans Domtar. Dans un cas comme dans l'autre, toutefois, les circonstances actuelles ne permettent pas d'envisager que Québec puisse passer à l'action dans ces dossiers.

Selon M. Fortier, le gouvernement devrait maintenant mettre plutôt l'accent sur la privatisation de services, comme la possibilité en a été évoquée dans le secteur de la santé, par exemple.

À ce sujet, le premier ministre Robert Bourassa s'est toutefois montré réservé, hier. Dans le secteur de la santé, expliquait-il, il faudra attendre les conclusions auxquelles en viendra la ministre Thérèse Lavoie-Roux quand elle aura terminé sa tournée de consultation sur le rapport Rochon.

### \$1 milliard vite fractionné

Depuis 1986, les principales ventes effectuées depuis 1986 sont celles de Donohue (valeur obtenue de \$320 millions), Soquip-Alberta (\$196,5 millions), Cambior (\$180 millions), Québécoir (\$73,8 millions), une participation dans Provigo (\$48,4 millions), la Raffinerie de sucre du Québec (\$43,2 millions) et Mines Seleine (\$35 millions).

Dans ces sept dossiers, l'État a obtenu des acquéreurs une valeur de \$896,9 millions, les 14 autres privatisations effectuées ayant rapporté une valeur de \$100,2 millions pour un total de \$997,1 millions.

La valeur totale obtenue par l'État n'équivaut cependant pas aux sommes effectivement touchées. Il faut soustraire de ce montant les dettes que les différents acheteurs ont acceptés d'assumer. Dans le cas de Québécoir, par exemple, cela représente \$65,2 millions sur la valeur totale de \$73,8 millions. Pour l'ensemble des 21 dossiers, ces dettes payées par les acquéreurs totalisent \$116,12 millions.

Au-delà de tous ces chiffres, selon M. Fortier, la politique de privatisation du gouvernement aura permis de renforcer l'économie du Québec et auront eu des répercussions positives dans certaines régions, notamment aux Îles-de-la-Madeleine et dans le secteur minier en Abitibi.

### Langue...

ruelles. C'est donc une insulte à l'intelligence que de proclamer sa longueur d'avance dans un débat en français.

Soit, ses racines québécoises font qu'il devine plus facilement les subtilités du *joual*. Il n'empêche que pendant la campagne électorale de 1984, c'est à la télé anglaise que M. Mulroney avait, sans l'ombre d'un doute, mangé tout rond M. Turner et marginalisé M. Broadbent. Au petit écran francophone, le chef conservateur ne put convaincre que les électeurs avides d'un changement pour le changement.

Quatre ans plus tard, malgré son passé montréalais et de ministre *fluent in french*, M. Turner *fabouille* avec brio. M. Broadbent, lui, bien qu'il cohabite depuis des lunes avec une franco-ontarienne, vasouille à peine davantage dans sa langue seconde. À qui la faute?

Tous deux savent pourtant que la séduction du Québec majoritairement francophone s'impose de la part de tout parti national qui aspire à la gouverne du Canada. Il leur appartenait donc en priorité de se donner, entre deux élections, les outils pour apprendre à communiquer de manière coulante avec des minoritaires de poids. D'autant plus que l'un et l'autre n'ont eu de cesse, ces dernières semaines, de réclamer non pas un ou deux, mais bien une cascade de débats télévisés...

Il est étonnant, par ailleurs, que les trois organisations électorales aient gobé cette mise sous contrat de *La Sagouine* à titre de modératrice de leur premier test. Dans l'optique des réseaux de télé, cela s'entend puisque Mme Maillet est une vedette internationale d'Acadie et que le petit écran de masse a horreur du vide, i.e. de l'anonymat et de l'anti-spectacle.

Si un tel marathon de chefs s'avère aussi plat que l'établissement politico-télévisuel le laisse croire, la vraie gagnante de ce Rendez-Vous 1988 pourrait être non pas la vie publique canadienne mais bien plutôt l'*american way of life* en provenance des chaînes de l'Oncle Sam. Un beau sujet de méditation pour MM. Turner et Broadbent qui, ô paradoxe, honnissent le pacte «Mulroney-Reagan» de libre-échange...

### Machines...

mentaire et une vingtaine qui accompagnent le chef en tournée.

À ce chapitre, M. Sears précise que le Nouveau Parti démocratique a

l'avantage de pouvoir compter sur certaines organisations provinciales permanentes assez importantes. Ces dernières détiennent à la fois les responsabilités provinciales et fédérales, ce qui fait, par exemple, que le NPD-Québec est actif aux deux niveaux de gouvernement. « Dans le cas des élections fédérales, nous ajoutons simplement un niveau d'organisation de quelques personnes dans chaque province afin d'assurer la coordination. »

Ainsi, le travail s'effectue par consensus entre Ottawa et Montréal sur des sujets tels que les endroits qui seront visités par M. Broadbent, les dossiers qui doivent être abordés, les comités qui doivent être l'objet de sondages et ceux qui recevront des ressources supplémentaires.

L'apport des syndicats à l'organisation n'est pas négligeable non plus. Robin Sears disait que la meilleure nouvelle qu'il avait reçue depuis un bon moment était celle qui faisait justement la manchette ce jour-là, soit la décision de la FTQ d'appuyer activement le NPD lors de la présente campagne au Québec.

Il ne craint absolument pas qu'un appui de ce genre nuise plus au NPD qu'il ne l'aide, en projetant une image de parti trop lié aux organisations syndicales. « Pour un socio-démocrate, être associé aux organisations syndicales, c'est respecter le fondement même de nos valeurs politiques et de notre existence. Est-ce que ça embarrasse le Parti conservateur d'être associé aux multinationales? »

La place du NPD dans les courbes de popularité est de l'avis du directeur associé de la campagne, un élément important, compte tenu que les gens sont soucieux de voter pour un parti ou un candidat ayant une chance de gagner. Au Québec, ce fut jusqu'ici un facteur déterminant qui a empêché le parti de percer. En maintenant une cote autour de 30 pour 100, le NPD acquiert cette crédibilité recherchée, selon M. Sears.

La forte popularité du chef, Ed Broadbent, constitue un apport nouveau et majeur sous cet angle, évalue-t-il.

Pour lui, qui côtoie Ed Broadbent depuis une quinzaine d'années, la transformation dans la perception populaire a été tout simplement fascinante. Il est maintenant un politicien plus professionnel, plus raffiné, tout en étant toujours le même homme, conclut-il. « Il est en ce sens à l'image de notre organisation. »



SANS COL, SANS REVERS...

#### LA VESTE-CARDIGAN

99.95

idéale pour la contemporaine au travail... la veste-cardigan en pure laine légère, sans col, sans revers, avec poches-fente... versatile tout l'année avec les jupes, les pantalons, sur des pulls, des chemisiers, confortable sous les manteaux, c'est vraiment un item-clé marine, rouge, forêt, noir, blanc cassé. 6 à 16.



UNE EXCLUSIVITÉ CONTEMPORAINE...

#### LE PULL SHETLAND TORSADÉ

39.95

contemporaine active, contemporaine sportive, détente, fin de semaine dans un bon pull en pure laine shetland... coupe ample, épaules tombantes... tricot losanges et tresses... riches coloris de rubis, forêt, brun, rose, gris, marine, blanc. p.m.g. rég. 55.00

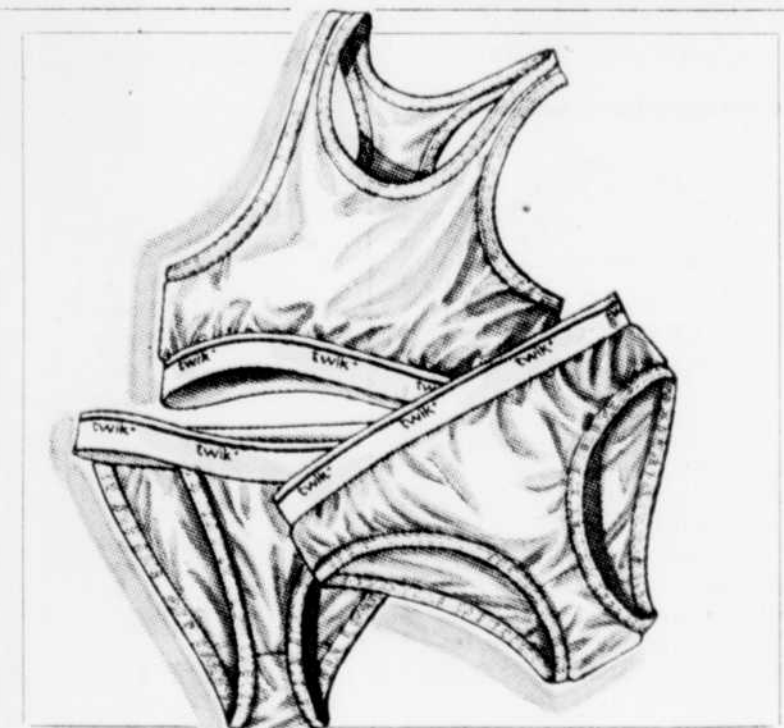
### Gros lot remporté

Le gros lot de \$1,735,645.30 du Lotto 6/49 a été gagné hier soir. Il n'y avait qu'un seul billet gagnant, d'ailleurs acheté au Québec. Le 5/6 Plus, quant à lui, a fait sept gagnants de \$93,669.70.

Par ailleurs, le prochain tirage sera spécial puisque son gros lot sera d'au moins \$10 millions.

6/49  
1-7-9-21-46-47  
(complémentaire)  
36

LA QUOTIDIENNE  
tirage du 12 octobre  
3-6-1  
2-6-2-1



ACHAT SPÉCIAL

#### LES DESSOUS TWIK PUR COTON

en pur coton «pima» un coton d'une douceur, d'une finesse exceptionnelles, des sous-vêtements exclusifs à bande élastique imprimée *twik*... deux formes de culottes, bikini ou «string» rég. 4.00 chacune 2.99 soutien-gorge forme bustier dos nageur rég. 9.00 pour 5.99 blanc, menthe, rosée, nuage. p.m.g.

la maison



# simons

TROIS MAGASINS...

PLACE STE-FOY,

GALERIES DE LA CAPITALE,

VIEUX QUÉBEC

Pour recevoir les Florales, en 1991

# Charlesbourg aménagera un parc de 62 hectares

Choisie comme hôtesse pour la tenue des Florales internationales de type national, en mai 1991, la municipalité de Charlesbourg pourra aménager un parc floral permanent de 62 hectares qui permettra de mettre en valeur tout le secteur du Jardin zoologique, tout en laissant place éventuellement à la réalisation d'un parc marin.

par MARCEL COLLARD  
LE SOLEIL

L'événement a été annoncé, hier, à l'hôtel de ville de Charlesbourg, dans un décor exceptionnellement beau. Malheureusement, la conférence de presse a rapidement pris toutes les caractéristiques d'un show politique.

Selon une évaluation sommaire du ministre de l'Agriculture,

M. Michel Pagé, l'organisation nécessitera un investissement de \$5 millions, soit \$3 millions pour la construction de serres d'une superficie de 6.000 mètres carrés et \$2 millions pour divers aménagements. Il faut noter que divers services du Jardin zoologique, comme l'accueil et le stationnement, seront mis en commun pour le parc floral.

De retour d'un voyage à Zurich, effectué en fin de septem-

bre, pour soumettre sa requête auprès de l'Association internationale des producteurs de l'horticulture, (AIPH) le maire de Charlesbourg, M. Ralph Mercier pavoisait, puisqu'il sera maintenant possible de concrétiser la vocation récreo-touristique des terrains vagues situés au sud du zoo, en bordure de l'autoroute Laurentienne. Et aussi parce que

c'est la première fois en Amérique du Nord qu'une municipalité de la taille de Charlesbourg réussit à décrocher un événement de cette importance.

Avec la contribution financière de l'Office de planification et de développement du Québec, qui assume les deux tiers du prix d'achat, la municipalité complètera l'acquisition des terrains,

une superficie de 62 hectares, pour environ \$1 million.

Dans les serres, les visiteurs pourront admirer, selon l'expression du maire, la « fine pointe de l'horticulture ornementale », comprenant des arrangements de fleurs, des plantes tropicales, des bonsais plus que centenaires, des massifs de fleurs et tout le reste.

Le gouvernement du Québec contribuera dans une proportion de 50 pour 100 des \$5 millions. La ville fournira un demi million. M. Mercier a annoncé qu'en plus de faire appel à des commanditaires (Air Canada a accepté d'être le transporteur officiel), sa municipalité ferait appel à la Communauté urbaine de Québec, représentée, hier, par trois maires et par le président du comité exécutif, M. Michel Rivard, pour combler la différence.

Selon le maire, toute la région bénéficiera des importantes retombées économiques. L'exposition offrira une « vitrine à toute l'industrie horticole du Québec ». Pour Charlesbourg, a-t-il ajouté, c'est l'aboutissement de plusieurs années d'efforts pour mettre en valeur les terrains dans le voisinage du Jardin zoologique.

Et, une fois l'exposition terminée, il restera des serres et un parc floral qui, tout en devenant un point de mire touristique, pourront servir à l'enseignement et à la recherche dans le domaine horticole. En outre, a déclaré M. Mercier, cela permettra de renforcer le rôle du Jardin zoologique, qui a été abandonné à son sort depuis quelques années.

Le député-ministre Marc-Yvan Côté a déclaré que loin de nuire à son projet d'implantation d'un bassin pour étudier la faune aquatique, comme le propose la compagnie américaine Sea World, la création d'un parc floral ajoutait un attrait additionnel à cet ensemble récreo-touristique.

Au cours des prochains mois, M. René Paquet agira à titre de commissaire pour coordonner l'organisation. Des représentants de divers ministères et de plusieurs organismes seront appelés à former le comité organisateur.



Le président de l'Association internationale des producteurs horticoles, M. Robert Mathis et le maire de Charlesbourg, Ralph Mercier, ont annoncé, hier, la tenue de Florales dans cette ville, en 1991.

## Une exposition différente de celle tenue à Montréal

Par leur envergure et leur durée, les Florales qui seront organisées à Charlesbourg, en mai 1991, seront un peu différentes de celles qui furent tenues à Montréal en 1981.

Selon les explications du président de l'Association internationale des producteurs horticoles, M. Robert Mathis, l'événement garde l'appellation générale de Florales internationales, mais il sera de catégorie B-2.

Cela signifie que l'exposition se tiendra à l'intérieur de serres, question de prudence et elle prendra une envergure nationale. Cependant, les Florales de Charlesbourg bénéficieront de la participation de plusieurs pays. Une quinzaine de pays doivent d'ailleurs être de la partie, notamment le Japon, la Hollande et la France. Comparativement à Montréal, en 1980, où l'évène-

ment était de longue durée, les Florales dureront entre 10 et 20 jours.

M. Mathis a quand même tenu à préciser que la durée n'avait rien à voir avec la qualité. Le nombre de jours doit être établi en fonction des participants et surtout de la nature des pièces, s'il s'agit, par exemple, de fleurs coupées ou d'autres plantes dont l'existence est très limitée dans le temps.

Il a précisé aussi que l'un des critères de l'association dans le choix des projets soumis par les municipalités intéressées à accueillir les Florales, il fallait retenir ceux qui comportent la création de nouveaux espaces verts permanents.

## La Commission municipale tiendra une enquête sur la gestion de Saint-Lambert

SAINT-LAMBERT - La Commission municipale du Québec a ordonné la tenue d'une enquête publique sur divers aspects de l'administration financière de la municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon, relativement à des faits survenus entre le 1er juillet 1987 et le 30 septembre 1988.

par GILLES PÉPIN  
LE SOLEIL

Le juge Richard Beaulieu, président de la Commission municipale a confié au SOLEIL que deux commissaires avaient été désignés pour enquêter sur tous les aspects de l'administration. Ils tiendront des auditions aussitôt qu'ils auront terminé un autre mandat qui leur avait été confié.

Le nombre de témoins qui seront entendus n'a pas encore été déterminé, a de plus signalé le juge Beaulieu. La durée de l'enquête ne peut donc être encore précisée. Ce qui est certain, cependant, c'est que tous les membres du conseil municipal seront appelés à témoigner.

Après une première enquête d'un fonctionnaire du ministère des Affaires municipales effectuée, la Commission municipale a dépêché deux vérificateurs pour l'examen de nombreux documents au bureau municipal.

## L'enfant tué par un chien : enquête confirmée

(PC) — Le coroner en chef du Québec, le Dr Jean Grenier, a ordonné, hier, la tenue d'une enquête publique sur les circonstances du décès du petit Mathieu D'Amboise, «gorgé par une chienne malamuthundi, à Girardville, au Lac-Saint-Jean.

Le coroner Pierre Trahan sera chargé de cette enquête dont la date sera annoncée sous peu.

M. André Légaré, le président du comité de citoyens qui avait demandé l'intervention de l'autorité gouvernementale, se dit convaincu que la démarche permettrait d'aller plus loin que la plainte d'une simple irrégularité dans la construction d'un chalet des loisirs.

**Bonne foi**  
Interrogé par LE SOLEIL, hier, le maire de cette municipalité de quelque 3.800 habitants, M. Joseph Stella, a déclaré que son administration n'avait rien à se reprocher et qu'elle avait agi de bonne foi. « Certaines recommandations ont été faites, récemment, et nous les avons mises en pratique », ajoutait-il.

À l'adresse du comité de citoyens, M. Stella a déclaré : « Trois postes de conseillers se libèrent, cette semaine; pourquoi ces gens ne se présentent-ils pas? Quand on cherche des poux, il est toujours possible d'en trouver. »

M. Légaré a répondu qu'il n'était pas dans son intention de faire de l'activité politique. « Si un membre a le goût de s'engager, il doit d'abord démissionner du comité comme ce fut le cas pour Mme Danielle Poitras. »

**Des manquements**  
Il semble évident que les dirigeants municipaux devront expliquer trois manquements à la procédure, comme l'a rapporté un représentant du service de la gestion financière et administrative de la Direction générale de l'administration financière. Il avait trouvé notamment le paiement d'un compte de \$280 à une entreprise dont le principal actionnaire était membre du conseil municipal et deux dépenses jugées non conformes aux règles administratives.



Michel RIVARD  
Le Soleil, Jean Vallières

## Rivard réélu à la CUQ

Les membres du conseil de la Communauté urbaine de Québec (CUQ) ont accordé, hier soir, un nouveau mandat de quatre ans au président du comité exécutif de l'organisme régional, M. Michel Rivard.

par PIERRE MARTEL  
LE SOLEIL

Proposée par le maire de Québec, M. Jean Pelletier, et secondée par le maire de Beauport, M. Jacques Langlois, la candidature de Michel Rivard a été entérinée de façon unanime par les élus de la CUQ.

Il s'agit du deuxième et dernier mandat de M. Rivard, puisque la loi de la CUQ limite à deux le nombre de mandats qu'un même individu peut remplir.

Par ailleurs, le maire de Cap-Rouge, M. André Juneau, a été réélu vice-président du comité exécutif. Il a été élu pour la première fois à ce poste en janvier 1988. Choisi lui aussi à l'unanimité par ses collègues du conseil, M. Juneau siègera comme vice-président du comité exécutif jusqu'à l'expiration de son mandat comme maire de Cap-Rouge, soit jusqu'en novembre 1991.

## La Malbaie Un conseiller veut baisser le salaire des élus pour « performance boiteuse »

Parce qu'il est insatisfait de la performance du conseil municipal de La Malbaie, le conseiller Jules Maltais entend proposer un règlement entraînant une diminution du tiers du salaire des élus.

par DENIS GAUTHIER  
collaboration spéciale

« Nous avons affiché une performance plutôt boiteuse, a mentionné le conseiller en donnant son avis de motion. Actuellement, nous sommes surpayés pour ce que nous faisons. »

M. Maltais fait référence au climat tendu qui existe depuis mai 87, alors que le conseil a destitué son directeur, M. Roger Arpin.

M. Maltais, tout comme son confrère Lionel Gauthier, ont été

ce salaire serait de \$2.700 environ.

C'est l'équipe actuelle qui avait fait passer les salaires de \$3.000 à \$9.000 pour le maire et de \$1.000 à \$3.000 pour les conseillers. Le règlement avait été adopté quelques semaines seulement après l'élection. Les contribuables avaient alors suggéré aux élus de faire d'abord leurs preuves.

Le règlement Maltais aurait de bonnes chances d'être adopté, puisque les conseillers Clément Bolduc, Lionel Gauthier, Roger Tremblay et Michel Gagnon seraient en faveur. De l'autre côté, on retrouverait la pro-maire, France Gagnon, et le maire, Mme Bergeron.



## Grange-étable rasée à Saint-Vallier

Un incendie vraisemblablement d'origine accidentelle a complètement détruit vers 18 h, hier, une grange-étable située au 714, route 132, à Saint-Vallier-de-Bellechasse. Cinquante des 95 bêtes gardées à l'intérieur du bâtiment de 200 pieds de long ont péri dans les flammes. Le propriétaire, Paul-Aimé Roy, ainsi que ses fils, ont réussi à sauver les animaux laitiers, mais la récolte de 20.000 balles de foin entreposée dans la construction y est passée. Les pertes se chiffrent à \$200.000. Les pompiers de Saint-Michel et de Saint-Vallier ont dû utiliser une pelle mécanique pour circonscire le brasier. Le feu a éclaté dans le fenil, quelques instants après la rentrée du bétail.



**UNE IDÉE GÉNIALE**  
Le bandeau à démaquillage en ratine-éponge 12 \$

*Norman*

VOIR PAGE 13

## Construction d'un complexe hôtelier

# La CUQ continue de bloquer le projet de Malenfant

Non seulement les membres du conseil de la Communauté urbaine de Québec (CUQ) ont-ils refusé, hier soir, d'entériner le protocole d'entente liant la CUQ et le promoteur Raymond Malenfant, mais ils ont également autorisé l'organisme régional à prendre toute procédure pour faire cesser l'occupation du terrain situé à l'angle du boulevard Laurier et de la rue Lavigerie, à Sainte-Foy, par M. Malenfant.

par PIERRE MARTEL  
LE SOLEIL

Au terme d'un long débat de deux heures, au cours duquel les trois villes moyennes (Beauport, Charlesbourg et Sainte-Foy) se sont retrouvées isolées face à la ville de Québec et aux neuf petites municipalités de la CUQ, il ressort que l'homme d'affaires Raymond Malenfant ne peut aller de l'avant, pour l'instant, avec son projet de construction d'un ensemble hôtelier de \$14 millions.

En effet, la transaction de \$1,8 million entre M. Malenfant et le ministère des Transports du Québec ne peut être enregistrée parce que la CUQ refuse d'entériner le protocole d'entente la liant à M. Malenfant. Or, la ratification de ce protocole par le conseil de la CUQ est une des conditions de la vente du terrain.

La transaction ne pouvant être

## Décision reportée

Les membres du conseil de la Communauté urbaine de Québec (CUQ) ont remis à la réunion qui suivra celle du 9 novembre prochain l'adoption d'une résolution ratifiant la nomination des représentants de la CUQ au conseil d'administration de la nouvelle Société de promotion économique régionale de Québec.

actuellement enregistrée, les dirigeants de l'organisme régional estiment que M. Malenfant fait une occupation illégale des lieux en faisant effectuer des travaux d'excavation. D'où la décision d'autoriser des procédures pour faire cesser cette occupation jugée illégale.

### Avis

Une bonne partie du long débat d'hier a tourné autour de deux avis juridiques relatifs à l'épineux dossier. Un premier avis émis par un des conseillers juridiques de la CUQ, Me Estelle Alain, et l'autre émis par un bureau privé. Le deuxième a confirmé le premier, selon le vice-président du comité exécutif, M. André Juneau.

Le maire de Beauport, M. Jacques Langlois, et la mairesse de Sainte-Foy, Mme Andrée Boucher, ont exigé que ces avis soient remis à tous les élus de la CUQ afin d'aider à la prise de décision. Le maire de Québec, M. Jean Pelletier, s'est opposé à cette demande, en affirmant que des avis juridiques ne doivent pas être rendus publics parce qu'ils pourraient jouer contre la CUQ dans le cas où il y aurait des procédures judiciaires d'entreprises.

La ville de Québec et les neuf petites municipalités de la CUQ se sont opposées à la tentative des maires de Beauport et Sainte-Foy.

Pour le maire de Québec, le 'deal' présentement sur la table est un mauvais 'deal' parce qu'il ne profite pas à toutes les parties.

« Le gouvernement du Québec empoche \$1,8 million. La ville de Sainte-Foy améliore la situation fiscale de ses contribuables. Le promoteur a déjà versé son \$1,8 million et a débuté des travaux sur le terrain. Ces trois parties font leurs affaires et la CUQ est per-

dante. Le gouvernement et la ville de Sainte-Foy auraient pu apporter une contribution à la CUQ afin de lui permettre d'acheter un terrain pour relocaliser son kiosque d'information touristique », a-t-il expliqué.

Rappelant qu'il s'objecte depuis le début au projet de loger le kiosque d'information touristique

dans un édifice servant à des fins de restauration et d'hébergement, le maire de Québec a conclu ainsi son intervention : « Que les acteurs intéressés nous reviennent avec un bon 'deal' pour la CUQ et nous l'accepterons. »

Quant à la mairesse de Sainte-Foy, elle a soutenu que le problème du kiosque touristique s'est

continuellement amplifié parce que le maire de Québec n'a jamais voulu rendre les armes. Elle a également reproché à ses collègues de la CUQ de ne pas avoir fait le débat au moment où il le fallait.

« Quand on voit que la CUQ veut bloquer un investissement de \$14 millions à Sainte-Foy, on peut

se demander s'il n'y a pas un blocage systématique à notre endroit », de questionner la mairesse de Sainte-Foy.

Le vice-président du comité exécutif, M. André Juneau, a eu le mot de la fin : « Maintenant, on n'a plus le choix. On est dans une situation où il faut négocier. »

## Beauport

# Jacques Langlois fait connaître son équipe

Le Réveil de Beauport, le parti du maire Jacques Langlois, présentera cinq nouvelles figures, dont deux femmes, aux élections du 6 novembre prochain. Les huit conseillers actuels du Réveil solliciteront un renouvellement de mandat alors qu'un quatorzième candidat, M. Denis Robert, tente un retour en politique. Ce dernier a siégé au conseil municipal de 1974 à 1984.

textes de PIERRE MARTEL  
LE SOLEIL

En effet, à l'occasion d'une conférence de presse, hier, le maire Jacques Langlois, qui sollicite un deuxième mandat, a présenté toute son équipe. En même temps, il a livré un bilan des quatre dernières années. Il a aussi présenté le programme électoral qu'il entend soumettre à son électorat.

Les huit conseillers actuels demandant un renouvellement de mandat sont Charles de Blois (à ne pas confondre avec le candidat conservateur dans Montmorency-Orléans), Jean-Marie Parent, Jean-Luc Duclos, André Proulx, Rosaire Bédard, Raymond Vézina, Noël La Roche et Odette Gingras. Outre M. Robert, qui tente un retour, les nouvelles figures du Réveil de Beauport sont Yolande B. Filion, Mona Bouchard-Tardif, Guy Blanchet, Jacques Rochette et Yves Gosseil.

### Programme

En présentant son équipe, le chef du Réveil de Beauport affirme que son administration a réussi à réaliser les promesses que son parti a faites en 1984.

« Entre autres, nous avons réussi à maintenir comme promis le taux de la taxe foncière. Également, nous avons fermé le site d'enfouissement, agrandi le

parc industriel, aménagé le centre-ville, amélioré les services à la population et réussi à amener pour \$200 millions de nouvelles constructions », soutient Jacques Langlois.

Il ajoute : « Après quatre ans à l'hôtel de ville, nous sommes en mesure d'affirmer que nous avons livré la marchandise. Nous offrons cette expérience à la population en nous engageant à continuer notre travail pour améliorer la qualité de vie et les services à la population, assurer une saine administration et poursuivre le développement économique. »

Parmi ses principales pro-

rités, le Réveil de Beauport veut s'assurer que la municipalité se protège contre les produits toxiques (BPC). Il entend continuer à protéger la valeur récréative de la batture de Beauport et à participer au développement de la chute Montmorency. Enfin, l'équipe du maire Langlois veut doter Beauport d'une bibliothèque centrale adéquate.

Enfin, relativement au dossier de la réinsertion des ex-patients de Robert-Giffard, le maire de Beauport rappelle que sa position est claire. « Rien ne se fera en ce sens sans le consentement des citoyens du quartier concerné », conclut-il.

## Le chef du Parti municipal espère toujours présenter ses 14 candidats

Le chef du parti municipal de Beauport (PMB), M. Égide Gagnon, affirme qu'il n'a pas perdu espoir de présenter des candidats à la mairie et dans les 14 quartiers de Beauport à l'occasion des élections municipales du 6 novembre prochain.

M. Gagnon a déclaré au SOLEIL, en fin d'après-midi hier, que son parti pourrait tenir une conférence de presse sur l'heure du dîner, demain, afin de présenter

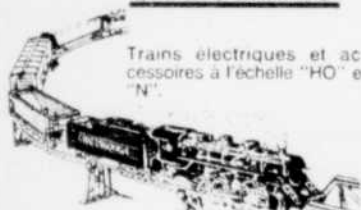
les candidats de son parti.

« Nous n'avons pas encore terminé nos consultations. Nous discutons actuellement avec un très gros nom de Beauport. Mais, déjà, je peux vous dire que

nous aurons un candidat à la mairie. En outre, je n'ai pas abandonné l'idée d'avoir des candidats du PMB dans tous les quartiers. »

Rappelons que toutes les personnes intéressées à se porter candidats aux élections municipales ont jusqu'à 16 h 30, demain, pour déposer leur bulletin de présentation.

EN VOITURE!  
UN LOISIR QUI FASCINE  
AUTANT LES PETITS...  
QUE LES GRANDS!



HOBBY DION  
989, rte de l'Église, Ste-Foy

POSE, SABLAGE, FINITION et REFINITION de  
**PLANCHERS DE BOIS FRANC**

DE TOUT GENRE  
**DECOR ECONO**

(1986) inc.

2095, boul. Charest Ouest  
STE-FOY

Pour rendez-vous:  
**683-2325**

**GRÂCE À CANON,  
L'ARGENT POUSSE  
DANS LES ARBRES!**



Procurez-vous un copieur personnel Canon et recevez jusqu'à 200\$ de remboursement!

Grâce à Canon, l'argent pousse dans les arbres! Du 1er octobre au 15 décembre 1988, nous invitons tous ceux qui se procureront un copieur personnel Canon à profiter de cette occasion unique de réaliser de superbes économies. • Soit un remboursement de 50 \$ pour un Canon PC-3, 80 \$ pour un Canon PC-5 ou PC-5L, 120 \$ pour un Canon PC-6, et 200 \$ pour un Canon PC-7. Si vous planifiez déjà l'installation d'un copieur personnel pour votre bureau ou domicile, vous l'occasion rêvée. Consultez les Pages Jaunes pour obtenir le nom du depositaire de copieurs personnels Canon de votre région.

\* Cette offre s'applique à l'achat ou à la location à bail. Voir tous les détails chez votre depositaire.

**Canon**  
À chacun son copieur personnel



Automne '88,  
c'est "elle" qui fait  
la mode

Sensible et emotive, elle aime bien se sentir chez elle. Douce et chaleureuse elle sait s'entourer d'objets qu'elle aime.

C'est elle qui fait la mode.

Cardigan en mélange de laine : \$399,95  
Jupe : \$289,95

**RODIER**

**PERRREAULT**

Place Ste-Foy  
Tel.: 658 0081

Galerie de la Capitale  
Tel.: 626 7322

# Forestville fait face encore une fois à une pénurie de médecins

« Même si nous savons que vous ne pouvez choisir l'heure où vous serez malade, nous vous demandons votre collaboration au cours de la période difficile que nous traversons... »

par MARC SAINT-PIERRE  
LE SOLEIL

C'est là en noir sur blanc le message diffusé, hier, par le CLSC de Forestville acculé encore une fois à une pénurie chronique de médecins.

Comme beaucoup d'établissements de soins de santé de la Côte-Nord, le CLSC de Forestville est coincé périodiquement à un manque de médecins.

Sinon, plus souvent qu'à son tour. La « période difficile » actuelle à laquelle fait allusion le CLSC, c'est qu'un seul médecin y oeuvre actuellement alors qu'il en faudrait sept idéalement. Un deuxième médecin est attaché au CLSC, mais il est, pour l'heure, en congé de maladie.

Le CLSC de Forestville dessert un bassin de population de 10.000 personnes. S'y ajoutent les 400 ou 500 travailleurs forestiers de Dais-howa. On ne chôme pas : ce sont

quelque 13.000 interventions médicales qui y ont été pratiquées en 1987 et au-delà de 15.000 jusqu'à présent cette année.

Histoire de ne pas brûler le médecin qui lui reste, le conseil d'administration de l'organisme de soins de santé a réduit considérablement les services de l'urgence; les heures d'ouverture de ce service ont été limitées à quatre par jour, a dit en substance le directeur général, Lucien Lessard.

M. Lessard marche sur des oeufs. Le seul médecin au poste, débordé, a fait savoir qu'il partirait éventuellement si la situation n'allait pas s'améliorer au chapitre des effectifs médicaux.

« À compter de novembre, nous risquons de nous retrouver sans médecin du tout », a-t-il dit.

Du moins, deux infirmières assurent-elles les services d'urgence 24 heures sur 24. Si un patient requiert absolument les soins d'un médecin, le CLSC le dirige vers les hôpitaux de Baie-Comeau ou des Escoumins.

Les mérites de cette formule sont limités. Une personne terrassée par un infarctus a été sauvée in extremis à Forestville, vendredi. « C'est une chance que nous ayons été ouverts. Cette personne ne serait pas vivante s'il avait fallu l'envoyer à Baie-Comeau », a noté le directeur général.

La formule pêche également du point de vue économique. Il en découlerait des coûts d'ambulance astronomiques s'il fallait diriger systématiquement les patients vers d'autres hôpitaux, a indiqué M. Lessard.

Et, par ailleurs, Baie-Comeau et Les Escoumins sont déjà débordés, a-t-il ajouté.

Le CLSC de Forestville est évidemment à la recherche d'autres médecins. Les tentatives de recrutement n'ont rien donné pour l'instant.

À Forestville, on s'attend notamment à ce que le milieu fasse valoir ses droits à des soins de santé. Au moins par des télégrammes à la titulaire des Affaires sociales, Thérèse Lavoie-Roux.

Pour le directeur général Lessard, la pénurie de médecins en région découle du système lui-même.

Il y a, certes, des mesures incitatives et diverses formules pour attirer des médecins hors des régions urbaines mais, en fin de compte, « ils travaillent où ils veulent », a-t-il observé.

De l'avis de M. Lessard, la situation des régions dans les mois qui viennent sera d'autant plus difficile que les cours de médecine viennent de passer de cinq à six années, réduisant ipso facto l'entrée en scène de finissants.



Yves  
**BERNIER**

Notre chroniqueur est actuellement en vacances. Il sera de retour le mardi 18 octobre.

## Aucune décision sur l'avenir du Vieux-Port avant les élections

MONTMAGNY — Le ministre d'État à l'Agriculture et responsable de la région de Québec, M. Pierre Blais, a laissé savoir, hier, qu'Ottawa ne prendrait aucune décision concernant l'avenir du Vieux-Port d'ici la fin de la campagne électorale fédérale.

par GILBERT LEDUC  
LE SOLEIL

« Il n'y a rien qui presse », a indiqué M. Blais au SOLEIL en précisant que le moratoire imposé au mois de septembre dernier sur tout projet de développement dans le Vieux-Port assurait le statu quo.

Tout en affirmant que le Parti conservateur n'entendait pas faire du Vieux-Port un enjeu électoral, le député de Bellechasse a déclaré

que depuis le début de la campagne, il n'a guère eu le temps de s'asseoir avec le ministre des Travaux publics, M. Stewart McInnes, pour étudier les demandes et les recommandations qui ont été présentées, il y a une dizaine de jours, par la Coalition pour la sauvegarde du Vieux-Port.

Ce dernier avoue qu'il serait donc fort peu probable que le ministre McInnes annonce quoi ce soit avant le 21 novembre. « On ne veut pas politiser inutilement ce dossier », explique M. Blais.

## Nouvelle réglementation sur les rassemblements de motards à Pont-Rouge

PONT-ROUGE - Le municipalité de Sainte-Jeanne de Pont-Rouge a adopté, hier soir, une modification du règlement de zonage qui rendra plus difficiles les rassemblements de motards sur son territoire.

par DOMINIC HARDY  
collaboration spéciale

Le maire par intérim, M. Marcel Carpentier, s'est finalement rendu à la requête insistante des 120 personnes qui ont assisté à la réunion spéciale d'information convoquée par la municipalité, pour adopter la modification proposée peu de temps après la fin de l'assemblée.

Le nouveau règlement de zonage interdit le camping sur le terrain de la piste où les Hells Angels ont organisé, depuis les deux dernières années, des compétitions d'accélération, dont celle du 24 juin dernier qui a attiré 2.500 personnes.

Il ne sera également plus permis d'ériger des scènes ou tout autre local sur le terrain de la piste qui ne sont pas nécessaires à la tenue des courses d'accélération.

Le conseiller juridique de la municipalité, M. Pierre Delisle, a aussi fait savoir que d'autres projets de réglementation sont actuellement à l'étude et qu'ils seront éventuellement adoptés par le conseil municipal.

Certains de ces nouveaux règlements auront trait à la circulation ainsi qu'à « la paix et au bon ordre ». Dans ce dernier cas, l'obtention de permis pourrait s'avérer obligatoire pour la tenue d'un rassemblement important, a précisé M. Delisle.

Bien que la plupart des citoyens présents eussent préféré

des mesures plus draconiennes, ceux-ci se sont finalement déclarés satisfaits et, tout comme leur conseil municipal, considèrent qu'il ne s'agit là que d'une étape.

« Sachez qu'on est avec vous », a conclu la porte-parole du comité de citoyens, Mme Lorraine Gaudet, qui a amassé une pétition de plus de 2.600 noms pour empêcher que se répète la tenue d'un tel événement.

## Saisie de machines à boules

L'équipe des moeurs de la Sûreté du Québec de Chicoutimi vient de saisir une dizaine de machines à boules dans des établissements d'Alma et de Chicoutimi. Les équipements ont été confisqués parce qu'ils étaient exploités illégalement par leurs propriétaires, enclins à payer des parties gratuites aux jeunes utilisateurs. Or, cette action contrevient aux règles d'exploitation en vigueur dans les maisons de jeu. Des accusations seront bientôt portées contre les propriétaires des machines.

## Hara-kiri raté

Une abracadabrante histoire de tentative de meurtre concernant un jeune homme retrouvé, lundi soir, dans un champ avec un couteau de chasse planté dans l'abdomen, a rapidement été résolue par la police de Québec.

par ISABELLE JINCHEREAU  
LE SOLEIL

Les enquêteurs ont finalement conclu que la victime avait simplement tenté de mettre fin à ses jours en se poignardant. Ce sont les propos contradictoires du blessé qui ont mis la puce à l'oreille des policiers.

Les événements ont débuté vers minuit, lundi, alors que deux employés de la firme Acier Mutual Inc, sise au 6653, boulevard Pierre-Bertrand, ont découvert un jeune homme errant dans le champ en hurlant de douleur et de rage, en se disant victime d'une agression au couteau. Les témoins ont alors aperçu l'arme plantée dans le ventre de l'homme.

Les travailleurs ont immédiatement amené le malheureux dans la bâtisse, puis ont appelé les ambulanciers. Installée sur une chaise, la victime réclamait de l'eau et voulait même extirper l'arme de son corps. Mais les employés ont réussi à le calmer.

Rapidement pris en charge par les secouristes, l'homme repose aujourd'hui hors de danger à l'hôpital de l'Enfant-Jésus. En l'interrogeant, les policiers ont décelé plusieurs anomalies dans ses propos. Ils ont également découvert une petite quantité de stupéfiants et une forte somme d'argent sur l'individu, ce qui laisse croire que la victime aurait pu agir sous l'influence de la drogue.

Ce qui ressemblait de prime abord à un règlement de compte revêt maintenant toutes les allures d'un scénario de tentative de suicide.

## Serge Bernier libéré des accusations de voies de fait

RIMOUSKI (PC et LE SOLEIL) - L'ex-joueur des Nordiques, Serge Bernier, a été libéré des accusations de voies de fait avec lésions qui pesaient contre lui.

Le procureur de la Couronne au palais de justice de Rimouski, Me Jean-Paul Decoste, a retiré, hier, la plainte déposée contre lui par l'amie de cœur du sportif, au début de septembre.

La présumée victime, Mme Suzanne Bergeron, a expliqué, hier, au juge Raoul Poirier ce qui s'est précisément passé dans cette affaire, puis a retiré sa plainte. Une ordonnance de non-publication interdit de divulguer le contenu du témoignage de la jeune femme ainsi que les motifs invoqués pour arrêter les procédures.

## FABRICVILLE

12 AU 29 OCTOBRE  
RAYON DE LA DÉCORATION INTÉRIEURE

**OIE**

**PAYSAGE**

**LA MAISON**

**TOPAZ**

**MOULIN À VENT**

**COEURS**

NOTRE COLLECTION  
ENTIÈRE DE DENTELLE

106 po - 118 po Reg. Jusqu'à 49.99\$

**MAINTENANT POUR UN TEMPS LIMITÉ**

Disponible dans le blanc, ivoire, pêche, vert, vieux rose, gris. (Les couleurs peuvent varier dans chaque magasin)

**RABAIS DE 33 1/3%**

POUR LA PREMIÈRE FOIS, DU JAMAIS VU:

**DES MILLIERS DE MÈTRES DE TISSUS POUR RIDEAUX DANS LE 45 POUCES AVEC UN RABAIS DE 50%**

Un choix de polycoton imprimé, acrylique et une grande variété de dentelle.

Reg. jusqu'à 11.99\$ SOYEZ DANS LE COUP ÉPARGNEZ **50%**

**GRATUIT SERVICE À DOMICILE**

Disponible dans plusieurs locations... S.V.P. appelez le magasin le plus près pour renseignements.

**120 MAGASINS À TRAVERS LE CANADA**  
MEILLEURE QUALITÉ-MEILLEURS PRIX

En raison du manque d'espace, tous les articles ne sont pas disponibles dans tous les magasins.

<b>PLACE LAURIER</b> 3e étage sur la Promenade 651-3489	<b>1505, RUE D'ESTIMAUVILLE</b> Giffard 661-6128	<b>CARREFOUR JEAN-COUTU</b> 9 Mars-de-la-Croix, Vanier 683-2299
--	---	--

**Nous faisons chambres à part**

Entièrement redessiné, votre meilleur rendez-vous d'affaires à Montréal vous réserve tous les privilèges de la distinction.

A part que... avez-vous réservé?

420 rue Sherbrooke O. Montréal H1A 1B4  
(514) 842-6111 Fax (514) 842-9181 - 1-800-HOLIDAY

## FUTON DIVAN LIT

Position chaise longue

Position sofa

**FUTON et BASE 222\$**

double, avec 4 po futon

Special en vigueur jusqu'au 19 oct. 88

Position lit

Offert en lit simple, double, queen

Des futons pour tous les goûts, tous les budgets, de qualité supérieure!

Nombreux nouveaux tissus disponibles

## FUTONCHOIX

LE GÉANT DU FUTON

2017, 1re Avenue, Québec 523-8784 | 2625, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy 654-0479

ont quelque chose en commun...

BELLEY BRAISE CAFÉ DU MONDE ÉCHAUDÉ INOX MÔSS TANGO THOMAS DUNN

## Audiences publiques à la Commission scolaire des Chutes-de-la-Chaudière

La Commission scolaire des Chutes-de-la-Chaudière veut vérifier si la population partage le bilan positif qu'elle fait de ses trois premières années d'intégration. C'est pourquoi, dans un geste assez original, ses dirigeants ont décidé de tenir des audiences publiques, les 23 et 24 novembre.

par RICHARD HÉNAULT  
LE SOLEIL

Cette commission scolaire a pris naissance à la disparition de la régionale de Tilly. Elle a alors pris charge des enseignements primaire et secondaire dans les municipalités entourant Saint-Romuald, sur la Rive-Sud.

C'est également à ce moment que les autorités s'engageaient à faire un bilan à tous les trois ans. Les audiences du mois prochain, cependant, ne porteront pas spécifiquement sur l'intégration, a précisé au SOLEIL la directrice générale de la commission, Mme Raymonde Touzin.

Pour faciliter la tâche aux citoyens désirant donner leur point de vue, la commission a préparé un *Cahier des audiences*. Sous forme de questionnaire, il identifie dix grands thèmes qu'il serait possible d'aborder dans n'importe quelle commission scolaire, intégrée ou non.

En conférence de presse, hier, Mme Touzin a présenté le bilan que les autorités font elles-mêmes des premières années des Chutes-de-la-Chaudière. La principale caractéristique qui s'en dégage

concerne l'augmentation du nombre d'élèves et du personnel.

Pendant que le nombre d'employés doublait, passant de 500 à 1,000, les effectifs étudiants, eux, faisaient un bond de 7,000 à 10,700. Ceci fait de cette commission scolaire l'une des rares au Québec à connaître une croissance de cet ordre.

« Nous serons là pour écouter, pas pour nous défendre, a déclaré Mme Touzin au sujet des audiences. Il faut accepter de se remettre en question et nous serons ouverts aux suggestions. »

En principe, la participation aux audiences sera réservée aux « utilisateurs de services », par opposition aux « dispensateurs ». Les employés, de préciser Mme Touzin, ne seront pas écartés s'ils ont quelque chose à dire. « C'est un choix que nous avons fait, a-t-elle dit. Ce n'est pas par peur, mais plutôt pour éviter que les parents soient noyés par les interventions de divers groupes d'employés. De plus, nous ne voulons pas qu'il y ait de confrontation entre ces groupes. »

Par ailleurs, l'invitation s'adresse plus particulièrement aux citoyens du territoire de la commission scolaire. Toutefois, « la porte n'est pas fermée aux autres », a répondu la directrice générale lorsqu'interrogée sur le sujet.

Pour recevoir les mémoires et les opinions, un groupe a été mis sur pied. Il comprend le président de la commission, des commissaires, des membres de la direction générale ainsi que des représentants des associations professionnelles et de syndicats.

Pour être entendus, les personnes et groupes devront faire part de leur intention au secrétaire général de la commission au plus tard le 11 novembre. Quant au *Cahier des audiences*, il est disponible à la commission et dans toutes ses écoles.

## L'entrée au Salon des aînés offre en prime l'accès à celui du tourisme

Pour une troisième année, le Salon des aînés de Québec a ouvert ses portes, hier, mais cette année, l'événement se tient au Pavillon de la jeunesse et des congrès du parc de l'exposition provinciale. Un salon qui se déroule sous le signe de la diversité.

par JEAN MARTEL  
LE SOLEIL

Le salon aura lieu jusqu'au 16 octobre et le prix d'entrée permet d'avoir accès au Salon du tourisme, qui occupe une salle voisine du Salon des aînés.

Ce qui frappe de prime abord, c'est la présence de nombreux exposants représentant des résidences pour personnes âgées. À voir la qualité des dépliants offerts aux visiteurs, on constate que la recherche de locataires se fait de façon intensive.

Le mouvement Desjardins participe activement au Salon des aînés. En effet, il a organisé une salle de conférences où des experts abordent des sujets de tous genres. Par exemple, il y sera question des rentes viagères, de la retraite, de la dépression nerveuse, de la nutrition, de la sexualité au troisième âge, de la famille, etc.

On constate aussi la présence de nombreux services gouvernementaux. Pour les ministères tant provinciaux que fédéraux, c'est l'occasion de se rapprocher du public.

Par exemple, qui connaît le Protecteur du citoyen? Qui n'a pas un tas de questions à demander à Revenu Canada? Des fonctionnaires sont là pour répondre aux questions et même pour devancer les points obscurs qui nous viendraient à l'esprit.

Les personnes d'un certain âge étant atteintes de plusieurs maux physiques, il n'est pas étonnant que les services médicaux soient présents au Salon des aînés: appareils contre la surdité, équipement médical de



Le Salon des aînés se déroule, cette année, sous le signe de la diversité.

toutes sortes, Société du cancer, Société Alzheimer et même Centre de prévention du suicide... On trouve aussi les pharmaciens qui donnent des conseils aux visiteurs.

Les services financiers sont présents. Dépôts, placements, assurances, tout est là pour faire fructifier les économies de ceux parmi les gens âgés qui ont de l'argent.

### Tourisme

Après avoir fait le tour des exposants du Salon des aînés, les visiteurs pourront se rendre au Salon du tourisme. Sur leur chemin, ils verront un cabaret qui

tente de reproduire le célèbre cabaret *Chez Gérard* de Québec. Pour rappeler ce temps, on a tapissé les murs de grands posters des années passées; c'est ainsi qu'on peut voir un Charles Aznavour au visage de jeune homme.

Le Salon du tourisme veut vendre le voyage. Agences de voyages, hôtels, services de transports y sont présents.

Le plus intéressant est sans doute le *Tour du monde gastronomique*: sept exposants offrent à déguster les spécialités du Portugal, de la Grèce, de la Guadeloupe, de la France, du Maghreb, des Andes et des États-Unis.

## Jeanne Sauvé rend hommage à 36 jeunes Québécois

Avant de reprendre la route vers sa résidence officielle de la capitale fédérale, le gouverneur général du Canada, Mme Jeanne Sauvé a procédé, hier, à la remise de parchemins d'honneur à 36 jeunes Québécois, à la Citadelle de Québec.

par FRANÇOIS ROY  
LE SOLEIL

Avec beaucoup de dignité et de gentillesse, Mme Sauvé a félicité chacun de ces jeunes qui ont dû, au cours d'une période de plus d'un an, se surpasser dans quatre secteurs d'activités, tant au point de vue sportif que dans le domaine des oeuvres sociales.

Ces certificats, niveau or, du Prix du Duc d'Edimbourg ont fait la preuve une fois encore, que c'est le Québec, depuis quelques années, qui termine au premier rang de toutes les provinces canadiennes pour le nombre de jeunes qui complètent avec succès les défis qu'ils ont entrepris.

L'une des récipiendaires, Danielle Carrier, 18 ans, de Saint-Romuald, appartient au corps de cadets 2820, des Chutes-de-la-Chaudière, à Charny. Emue du protocole entourant cette cérémonie, elle était fière de cette récompense qui exigeait d'elle des qualités de leadership et d'initiative et visiblement très émue d'avoir été félicitée par Mme Sauvé.

### Lancé en 1956

Auparavant, Conrad H. Harrington, vice-président du conseil provincial de cet organisme au Québec, notait que ce programme défi du Prince Philip avait été lancé en 1956, pour inviter les jeunes Canadiens entre 14 et 25 ans à se réaliser au niveau de l'excellence.

**POUR MIEUX CONSOMMER...**

Les pages "Consommation" du Mercredi. Un guide pratique pour une consommation plus rationnelle, un budget mieux équilibré et une meilleure protection de consommateur.

**LE SOLEIL**  
ABONNEMENT: 647-3333  
Pour les gens de l'extérieur, composez le numéro sans frais: 1-800-463-2362  
Heures d'affaires:  
Lundi au vendredi: 7h00 à 17h30  
Samedi et Dimanche: 8h00 à 12h00

# MONSIEUR BOURASSA HEURES D'OUVERTURE : ENCORE L'INJUSTICE !

LE GROUPE CITADELLE, AVEC UN CHIFFRE D'AFFAIRES ANNUEL DE 90 MILLIONS \$, REFUSE DE SUBIR CE QUE LES MARCHÉS D'ALIMENTATION SUBISSENT DEPUIS DES ANNÉES.

LES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ RICHARD PERMETTRAIENT AUX PHARMACIES, PÉPINIÈRES, DÉPANNEURS ET AUTRES DE VENDRE DES PRODUITS DE PISCINE ET DES ARTICLES DE NOËL LE DIMANCHE. LES CENTRES CITADELLE, EUX, SERAIENT FERMÉS.

À CELA, CITADELLE, REPRÉSENTANT SES 1,000 EMPLOYÉS, DIT

# NON

ET S'OPPOSE À CES RECOMMANDATIONS QUI

- FERAIENT RECULER L'INDUSTRIE SAISONNIÈRE DE LA PISCINE ET DES ARTICLES DE NOËL DE 10 ANS ;
- PRIVERAIENT LES CONSOMMATEURS DE CONSEILS D'EXPERTS EN PRODUITS SANITAIRES IMPORTANTS POUR LEUR SANTÉ ET DANGEREUX SI MAL UTILISÉS ;
- CAUSERAIENT DES PERTES D'EMPLOI DANS NOS CENTRES ET CHEZ NOS FOURNISSEURS ;
- NUIRAIENT AU MAGASINAGE EN FAMILLE, LE DIMANCHE, DE PRODUITS DE LOISIRS ET DE DÉTENTE, UNE COUTUME BIEN IMPLANTÉE ET APPRÉCIÉE DES CONSOMMATEURS.



LE GROUPE  
**CITADELLE**

LE PLUS IMPORTANT RÉSEAU DE DÉTAILLANTS DE PISCINES AU QUÉBEC DIT **NON** À L'INJUSTICE !

# Les chercheurs du tombeau de Champlain se lancent sur d'autres pistes

« Nous n'avons pas découvert le tombeau du fondateur de Québec, mais nous avons éclairci un peu le mystère Champlain en vérifiant une hypothèse digne d'intérêt. »

par LOUIS-GUY LEMIEUX  
LE SOLEIL

Les archéologues René Levesque et Charles Beaudry ne sont pas découragés par le fait que les restes de Samuel de Champlain ne se trouvent pas sous la chapelle Saint-Joseph de la basilique de Québec, où ils ont effectué des recherches depuis cinq mois, dont trois semaines de fouilles officielles.

« Nos fouilles n'ont pas coûté un sou noir aux contribuables et nous avons l'impression d'avoir fait avancer la cause de l'archéologie québécoise et suscité de l'intérêt pour notre histoire », a déclaré l'archéologue Charles Beaudry, hier, au cours d'une conférence de presse qui voulait faire le bilan des fouilles sous la basilique.

À cette occasion, l'archéologue René Levesque a précisé : « Nous savons maintenant que l'hypothèse O'Leary n'était pas la bonne. Il reste deux hypothèses intéressantes à vérifier qui toutes deux se trouvent dans le même secteur, soit sous la rue Buade entre les rues du Trésor et du Fort. Ce sont les hypothèses Gaumond et Gauthier Larouche. Je suis plus



Trois des acteurs de « l'affaire Champlain » : les archéologues René Levesque et Charles Beaudry, et, au centre, l'avocat Denis Racine.

convaincu que jamais, dit-il, que la solution se trouve à l'intérieur ou tout proche de la réserve d'Ail-leboust » (cette ancienne concession forme quadrilatère entre les rues Buade, Sainte-Anne, du Trésor et du Fort).

Les deux archéologues insistent cependant pour dire qu'il reste plusieurs points à éclaircir sous la chapelle Saint-Joseph de la basilique. Ainsi, un mystérieux muret de pierres taillées grossièrement a été mis au jour par les fouilleurs. Il pourrait s'agir des ruines de l'abside d'une chapelle ancienne et, pourquoi pas, de la chapelle Champlain.

Pour éclaircir cette question, les archéologues devraient disposer de moyens qu'ils n'avaient pas lors des présentes fouilles.

En outre, l'archéologue Beaudry croit que l'analyse des artefacts, objets divers et certains ossements découverts lors des fouilles pourrait être fort révélatrice. Cette analyse sera faite au cours des trois prochaines semaines par des spécialistes.

Les fouilles des archéologues Levesque et Beaudry ont suscité un nouvel intérêt ici et ailleurs pour l'histoire de Champlain que René Levesque qualifie d'inespéré.

« J'ai reçu des dizaines d'appel, de lettres et de documents fort intéressants, dit-il. Nous sommes sur la piste d'archives qui se trouveraient aussi loin qu'en Angleterre et qui pourraient nous permettre d'avancer dans la solution du mystère Champlain », raconte René Levesque, avec une passion que l'échec des fouilles n'a pas émoussée.

## Le comité Champlain

Pour financer leurs fouilles, les archéologues ont fondé avec l'aide d'un avocat passionné d'histoire, Me Denis Racine, le comité Champlain.

Grâce à des dons de particuliers et à l'appui de sociétés historiques, dont celle de Québec, et des sociétés Saint-Jean-Baptiste, on a recueilli \$1,000.

Le comité Champlain va plus loin, puisqu'il travaille à fonder en région des sociétés d'archéologie qui pourraient venir se greffer aux sociétés historiques régionales et aider ainsi à réunir les archéologues amateurs.

René Levesque animera à partir de la semaine prochaine à la télévision communautaire une série de cours d'introduction à l'archéologie.

Quant à la fameuse tombe découverte sous la basilique, qui a pu faire croire que c'était Champlain et qui s'est révélée être celle d'un Jésuite belge, le Père Huygens, elle a été transportée dans une crypte voisine sous la responsabilité des autorités religieuses.



Pierre  
**CHAMPAGNE**

## Les élections PROVINCIALES s'en viennent

Ce n'est sans doute pas le bon moment, au début d'une campagne électorale fédérale, de vous faire savoir qu'il faudra retourner aux urnes, le printemps prochain, cette fois pour satisfaire la législation provinciale... ou les humeurs de Boubou.

La rumeur circule déjà, depuis quelques mois, dans les corridors de la colline parlementaire et, récemment, j'en ai appris une bonne.

Le chef du cabinet du premier ministre, **Mario Bertrand**, que les « redresseurs » s'acharnent à appeler « l'abrasif » (un surnom dont il avait hérité lorsqu'il travaillait comme vice-président des Affaires publiques à la brasserie Labatt de Montréal), a déjà formé un comité électoral auquel il a donné le nom de code de COMITE 125.

Ce Comité 125 s'est déjà réuni deux fois pour planifier la campagne électorale du printemps prochain. Or, il ne manque pas d'ambition ce comité. Son but : faire élire 125 députés libéraux. Ni plus (parce que c'est impossible) ni moins. Le rêve de Bourassa. Le pouvoir absolu en Chambre. Aucune opposition. La victoire totale. Le plus belle fleur qu'un homme politique puisse attacher à son chapeau.

C'est la raison pour laquelle le comité a pris le nom de Comité 125. Mario Bertrand et son groupe sont déterminés. Ils croient même avoir de bonnes chances d'y parvenir. Je vous informerai, au fur et à mesure, des rencontres dudit comité et des discussions qu'ils ébaucheront parce que, là aussi, j'ai un espion.

D'ailleurs, je vous donnerai plus de précisions, demain, sur les réunions de ce Comité 125.

## Des hommes bien payés

Hier, c'était le tour des femmes; aujourd'hui, c'est le tour des hommes. Je ne les nommerai pas tous. Il y en a trop. J'ai compté 91 sous-ministres associés, sous-ministres adjoints et autres administrateurs d'Etat de sexe mâle dont le traitement a été révisé le 1er juillet dernier.

À tout seigneur tout honneur, celui qui est le mieux rémunéré est **Raymond Carignan**, du ministère de la Santé et des Services sociaux. Il gagne \$97,810 par année et il vient de recevoir un montant forfaitaire de \$2,530 pour équilibrer son portefeuille.

Le mâle le plus démuné de ces hauts fonctionnaires, **Jacques Demers**, du ministère du Tourisme, ne reçoit qu'un tout petit salaire annuel de \$74,410. Je ne sais vraiment pas comment il peut arriver à joindre les deux bouts avec un salaire aussi ridicule.

Le salaire moyen de tous ces hauts fonctionnaires est de \$87,079 par année et ils viennent, presque tous, de recevoir un montant forfaitaire qui varie de \$2,000 à 3,000 selon les individus.

Et dire que le gouvernement assure ne pas avoir assez d'argent pour augmenter le salaire minimum.

## Gilles Bédard devient fellow C.G.A.

Le vérificateur général adjoint du Québec, **M. Gilles Bédard**, a reçu, récemment, à Montréal, la plus haute distinction honorifique à laquelle peut aspirer un membre C.G.A., à l'échelle nationale. Il s'est vu décerner, par la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés (C.G.A.) du Québec, le titre prestigieux de F.C.G.A. ou de « fellow ».

M. Bédard a été particulièrement actif au sein de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec et il a apporté une contribution exceptionnelle à la profession comptable dans son ensemble.



Gilles BÉDARD

## Le Club Z des fonctionnaires

Petite curiosité ! Saviez-vous que l'on compte, dans la région de Québec, une douzaine de fonctionnaires dont le nom de famille débute par un Z. Les trois quarts sont des femmes. Ce sont : **Georgette Zaen, Michèle Zakem, Jean Zal, Colette Zambon, Diane Zaor, Nicolas Zapriano, Christine Zeller, Carole Zicat, France Zicat, Estelle Zizka, J.-Robert Zonda et Alicja Zybko**. Si Estelle Zizka écrivait son nom avec un y, elle serait la dernière de l'annuaire téléphonique.

## Le général Belzile à l'infanterie

Le lieutenant-général (à la retraite) **C. H. Belzile**, ancien commandant de la Force mobile, a accepté une affectation de trois ans au poste de colonel-commandant du Service de l'infanterie. Le général Belzile, qui occupe ce poste depuis quelques jours, fut également commandant du 4e Groupe-brigade mécanisé de Valcartier et commandant des Forces canadiennes en Europe. En 1986, il a été nommé commandeur de la Légion d'honneur de la République française.

## Aux Communications

Le ministre des Communications vient d'annoncer l'arrivée au cabinet d'**Agnès Dupriez**. Mme Dupriez, qui possède une formation scientifique, s'occupera des dossiers de nature technologique, en plus d'avoir la responsabilité de la Régie des télécommunications et de la Commission d'accès à l'information. Elle succède à **Kevin McGilly** qui demeure au service de M. French mais comme ministre délégué à la technologie.

## Relève féminine en gestion

**Eric Martin**, doublement directeur général au ministère des Communications, compte désormais sur la collaboration de **Suzie Emond** comme adjointe à la direction générale de l'administration. Ces nouvelles responsabilités de Mme Emond font suite à un stage de huit mois au bureau du sous-ministre, dans le cadre du Programme de relève féminine en gestion.

## Appelez-moi

J'ai changé de numéro de téléphone. Il le fallait bien puisque mes collègues de travail en avaient assez de répondre à ma place lorsque je devais m'absenter du bureau. Le nouveau numéro de téléphone, pour me joindre, est 644-4015. Si je n'y suis pas, vous n'avez qu'à laisser votre message au répondeur. Je vous rappellerai. Merci de votre collaboration.

# Le manteau européen



Porté sur les tailleurs chic et les pantalons tout-aller, le manteau européen donne à tout ensemble un flair d'outremer. Son chic nonchalant fait partie intégrante des tenues de l'Automne 1988. Hélas, les versions signées sont offertes à des prix plutôt extravagants. Nous vous proposons donc nos propres modèles qui incorporent les caractéristiques les plus

populaires des grandes collections. Par exemple, le modèle rouge merveille ou bleu tendre affiche la ligne A classique et le col officier tandis que notre caban noir à double boutonnage est pourvu de crans. Tous deux offrent un mélange unique d'élégance raffinée et de nonchalance recherchée à un prix ultraséduisant.

Seulement 495\$ ...

Uniquement chez Holt Renfrew.

Vieux Québec, 692-3680 • Place Sainte-Foy, 656-6783 • Les deux magasins sont ouverts le jeudi et le vendredi jusqu'à 21 h. Le magasin du Vieux Québec est ouvert le samedi jusqu'à 17 h et le dimanche de 12 h à 17 h. Joignez-vous à nous à 19 h 30 ce soir pour la présentation des plus belles créations Automne 1988 au restaurant Le Cousin du Vieux Québec.

# Résultats d'une vaste enquête sur la santé des Québécois Niveau de richesse et santé vont souvent de pair

MONTRÉAL — L'état de santé des Québécois varie selon le niveau de richesse, le sexe et l'âge.

Textes de LIA LEVESQUE de la Presse canadienne

Une vaste étude réalisée auprès de 32,000 Québécois pour le compte du ministère de la Santé et des Services sociaux et des 32 Départements de santé communautaire confirme le vieux adage déformé, rendu populaire par le monogamiste Yvon Deschamps: «Vaut mieux être riche et en santé que pauvre et malade.»

Les pauvres sont en général plus malades, consomment plus de médicaments, consultent davantage le médecin et entretiennent plus de mauvaises habitudes alimentaires que les gens plus fortunés.

Le rapport «Et la santé, ça va?» montre aussi que les problèmes de santé augmentent avec l'âge. Plus l'individu est âgé, plus il consultera le médecin, plus il consommera de médicaments.

Toutefois, il faut se réjouir du fait que l'espérance de vie augmente, de même que l'espérance de vie en bonne santé. C'est dire que non seulement les Québécois vivent plus vieux qu'avant, mais ils demeurent en bonne santé plus longtemps.

**Selon le sexe**

Le rapport, rédigé par Santé Québec et rendu public mercredi en conférence de presse à Montréal, fait aussi ressortir des différences selon le sexe.

Les femmes consultent davantage le médecin que les hommes. La différence est de 10 pour 100. Aussi, les femmes consomment

beaucoup plus de médicaments que les hommes. Un Québécois sur deux prend au moins un médicament. Quelque 35 pour 100 des femmes en absorbent, contre 34 pour 100 des hommes.

Ce sont les vitamines qui sont les plus consommées, par 20,5 pour 100 des personnes interrogées, suivies des analgésiques (10,2 pour 100), des médicaments pour le cœur (7,3 pour 100) et des

tranquillisants (par 5 pour 100 de la population).

Bizarrement, bien que les femmes aient de meilleures habitudes de vie que les hommes, elles déclarent plus de problèmes de santé, autant physiques que mentaux. Pourtant, on retrouve davantage d'hommes dans les hôpitaux du Québec ainsi qu'à l'urgence.

Mme Aline Emond, directrice de Santé Québec, explique que cette contradiction par le fait que les femmes «sont peut-être plus conscientes de leur santé», plus

préoccupées que les hommes. Elles détectent et déclarent donc plus facilement leurs problèmes de santé.

**Scolarité et statut matrimonial**

Même le statut matrimonial et le niveau de scolarité influencent parfois l'état de santé, selon l'étude de Santé Québec.

Les personnes séparées, divorcées ou veuves consultent le mé-

decin dans une proportion de 28 pour 100, alors que les personnes mariées se limitent à 23 pour 100 et les personnes seules: 18 pour 100.

Ces personnes sont aussi plus vulnérables aux problèmes de santé mentale.

**Alcool et cigarette**

L'étude confirme aussi les

grandes tendances en santé observées depuis quelques années.

Les Québécois fument moins, boivent moins d'alcool, font davantage d'exercices et ont adopté de meilleures habitudes alimentaires.

Les non-fumeurs représentent 60 pour 100 de la population.

Aussi 12 pour 100 des gens se déclarent dépendants de l'alcool et 10 pour 100 connaissent des problèmes reliés à la consommation d'alcool. Ce sont les hommes qui boivent le plus, surtout ceux âgés de 25 à 44 ans. Les riches boivent plus que les pauvres. Il y a aussi plus de non-boiveurs et le nombre de buveurs habituels est en baisse.

**Excès de poids**

Toutefois, le bilan s'assombrit quand on se regarde dans un miroir. Le tiers de la population dépasse son poids normal et 9 pour 100 souffrent carrément d'obésité.

L'obésité est le lot de 18 pour 100 des femmes entre 45 et 64 ans. L'excès de poids frappe 40 pour 100 des hommes entre 45 et 64 ans.

La moitié de la population déclare souffrir d'au moins un problème de santé. Dans les deux tiers des cas, il s'agit de maladies de longue durée comme l'arthrite, les rhumatismes, maux de tête, allergies, troubles mentaux et maux de dos.

**Suicide**

En matière de santé mentale, le groupe Santé Québec a découvert un nombre étonnamment élevé de gens qui ont pensé au suicide et qui ont même tenté à leur vie à au moins une reprise.

Un Québécois sur 10 a pensé à se suicider au cours de sa vie. Parmi eux, le tiers a fait au moins une tentative. En tout, 840 Québécois sur 100,000 ont déjà tenté de se suicider.

Ce sont les jeunes qui pensent le plus souvent au suicide.



Les Québécois vivent plus vieux et en meilleure santé qu'avant.

## Des données jugées spectaculaires

MONTRÉAL — Certaines données révélées dans l'étude sur la santé des Québécois, notamment au sujet du suicide, sont carrément « ahurissantes et spectaculaires ».

C'est ce que croit M. Richard Lessard, président du Regroupement des 32 Départements de santé communautaire (DSC) du Québec.

M. Lessard s'est montré surpris des données de l'étude en matière de santé mentale. Le rapport révèle qu'un Québécois sur 10 a songé au suicide durant sa vie et que le tiers d'entre eux a déjà tenté de se suicider à au moins une reprise.

Aux yeux de M. Lessard, les renseignements fournis par le rapport de 337 pages supposent tout un travail à faire par les établissements de santé du Québec. Des budgets devront peut-être être remaniés, d'autres priorités pourraient devoir être établies. Plusieurs données l'intéressent, notamment en matière de maladies transmissibles sexuellement et de SIDA, en matière de prévention, de liens entre la pauvreté et l'état de santé, en matière de vieillissement et de bonne santé.

Cette étude, réalisée auprès de 32,000 Québécois pendant un an, pavera la voie à plusieurs orga-

nismes, associations et établissements de santé, indiquant pour sa part Mme Aline Emond, directrice de Santé Québec, qui a réalisé l'enquête.

Le rapport peut aider le ministre à planifier ses interventions, ses budgets, ses priorités, à mieux cibler la clientèle. Et pas seulement le ministère mais aussi les corporations professionnelles, les compagnies d'assurances, les employeurs, les travailleurs sociaux, enfin tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin à la santé.

Quant à savoir si l'argent et la volonté politique sont présents et suffisants pour amorcer les virages nécessaires, M. Lessard hésite avant de répondre. Puis il ajoute qu'il faudra d'abord analyser le rapport en profondeur pour savoir s'il faut de l'argent supplémentaire ou des réalisations à l'intérieur même du budget.

Les 32 DSC ont précisément pour mission de faire connaître ces statistiques aux établissements de santé qui, à leur tour, établiront des priorités, feront des choix.

# La CSST pourrait afficher un surplus budgétaire

La Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) pourrait enfin afficher un surplus budgétaire au terme de la présente année, prévoit la présidente-directrice générale, Mme Monique Jérôme-Forget. Lors des deux dernières années, les déficits de la CSST ont été de \$357,4 millions et de \$90,7 millions.

par BRIGITTE BRETON LE SOLEIL

Lors d'une entrevue hier avec LE SOLEIL, Mme Forget a indiqué qu'elle présenterait un bon budget équilibré, avec peut-être même un

léger surplus. Elle préfère toutefois en discuter avec le ministre du Travail Yves Séguin avant de dévoiler le bilan financier de la commission. Le déficit accumulé de la CSST dépasse \$2 milliards. En 1987, les dépenses de la CSST ont été de \$1,4 milliard, dont \$1,2

milliard pour l'indemnisation des victimes de lésions professionnelles.

La présidente assure d'autre part que le taux de cotisation de l'employeur ne sera pas haussé en 1989. Le taux demeurera donc à \$2,75 par \$100 de masse salariale, mais en 1989, les employeurs auront à payer 100 pour 100 du coût de leurs accidents et non 90 pour 100 comme c'est le cas actuellement. Selon Mme Forget, les employeurs doivent payer le coût réel de leurs accidents et non pas refiler la note aux autres générations.

On ne peut puiser constamment dans le bas de laine, déclare-t-elle. D'ici la fin de son mandat, Mme Forget voudrait voir passer la capitalisation de 50 à 60 pour 100.

Même si le nombre d'accidents de travail est en hausse de 2,3 pour 100 pour les six premiers mois de 1988, Mme Forget estime néanmoins qu'il y a réduction des accidents si l'on considère que la croissance économique a été bonne au cours de la dernière année. Habituellement, la présence de plusieurs travailleurs sur le marché du travail se traduit par une hausse appréciable des accidents de travail.

Après avoir lancé il y a deux ans l'opération moins 10 pour 100 qui a pour but de réduire de 100 pour 100 le nombre de lésions professionnelles, la CSST a constaté une réduction de sept à 12 pour 100 des accidents en 1987 et de 12 pour 100 pour les six premiers mois de 1988. Dans la région de Québec, la réduction est de l'ordre de 18 pour 100.

La présidente croit que la facture élevée présentée aux employeurs au cours des dernières années a poussé ces derniers à s'interroger sur les causes des accidents et à favoriser la prévention en milieu de travail.

Elle admet aussi que la CSST a

mieux utilisé ses ressources. En 1988, 40 pour 100 du personnel n'aura pas été réalisé sur le dos de travailleurs, particulièrement sur celui des femmes enceintes qui le prétendent certaines organisations syndicales. En 1988, la CSST versera \$50 millions pour les retraits préventifs des femmes enceintes, une augmentation de 10 pour 100 par rapport à 1987. Mme Forget admet toutefois que le taux de refus de retrait préventif est un peu plus élevé que par les années passées.

Par ailleurs, même si elle considère qu'il y a toujours place à l'amélioration, la présidente de la CSST ne craint pas le rapport sur la gestion de la CSST que le vérificateur général doit faire connaître à l'Assemblée nationale en novembre. Contrairement à ce qui avait été véhiculé, Mme Forget souligne qu'elle ne s'oppose pas au travail du vérificateur amorcé en 1986. Son mandat de cinq ans débutant en 1986, Mme Forget aurait aimé faire certaines preuves et certains changements à la CSST avant que celle-ci soit scrutée.

Elle ne prévoit toutefois pas une réforme de la CSST. Au cabinet du ministre Séguin, on dit cependant que la commission ne fera peut-être pas ses dix ans d'existence sans passer à côté d'une réforme.

## Sécurité au travail Prévoir l'impact des technologies pour éviter les nouveaux risques

Le coût total des accidents et des maladies du travail se situe entre \$2,4 et \$4,8 milliards pour l'économie du Québec. Pour éviter de nouveaux risques et par conséquent l'augmentation des coûts d'indemnisation, il faut intégrer la dimension de la santé et de la sécurité au travail dès la table à dessin et dans toute activité de la recherche et du développement.

par CLAUDE TESSIER LE SOLEIL

C'est ce qu'a soutenu hier M. Louis Berlinguet, directeur général de l'Institut de recherche en santé et en sécurité du travail au Québec, au cours d'une rencontre de presse à Montréal. Ce point de vue sera défendu aujourd'hui au sommet sur le développement technologique organisé par le gouvernement du Québec.

Au Québec, on dénombre 220,000 lésions professionnelles avec interruption de travail pour lesquelles des compensations sont versées (1,2 milliard de dollars en 1987). À cela s'ajoutent les coûts indirects.

M. Berlinguet a fait remarquer que les coûts des accidents et des maladies du travail peuvent équilibrer aux profits d'une entreprise.

La recherche a donc un rôle important à jouer dans la prévention afin que les entreprises québécoises restent compétitives au plan international. Il faut prévoir l'impact des nouvelles technologies afin d'éviter de créer des nouveaux risques et de nouveaux coûts.

La rencontre de presse visait à faire connaître, huit ans après sa création, quelques-unes des réalisations de l'Institut de recherche en santé et sécurité du travail au Québec.

Corporation privée à but non lucratif, l'Institut a initié 200 projets de recherche ayant pour cible les problèmes de sécurité les plus graves comme les maux de dos, les maladies pulmonaires, les problèmes d'exposition au bruit, les

machines à risque, les problèmes de sécurité dans les forêts, les scieries et la construction.

Ainsi, l'Institut a mis au point une nouvelle visière pour les casques de sécurité des travailleurs forestiers.

Pour les machines à bardeaux, les ingénieurs et les ergonomes de l'Institut ont conçu une nouvelle planchette à déliner qui a été adoptée depuis par 97 pour 100 des industriels impliqués dans l'industrie des bardeaux, notamment l'Institut de recherche en santé et en sécurité du travail du Québec.

L'Institut de recherche en santé et en sécurité du travail du Québec a un budget de \$15 millions et son conseil d'administration est le même que celui de la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

**à voir absolument**  
**OUVERTURE**  
MAISON MODÈLE

**Quartier résidentiel haut de Gamme à proximité du Campanile**

Maisons de ville en pleine propriété (pas de frais communs) construction de qualité supérieure — terrains paysagers

Construction Meunier et Associés • prix Nobilis entreprise de l'année 1988  
Architecte Jean Côté et Associés • concepteur de projets comparables gagnants de prix Nobilis en 1987 et 1988

**LA POMMERAIE**  
652-8758

**MARCOIR**  
*Archer*  
**ça s'en vient!**

RÉSIDENCE POUR PERSONNES PRÉ-RETRAITÉES ET RETRAITÉES

**Au coeur de la vie**

2828, GÉNÉRAL TREMBLAY, STE-FOY  
**LOCATION: 657-2828**  
VOISIN DU RESTAURANT CHEZ LORENZO

**RECTIFICATION**

Une erreur s'est glissée dans l'édition du Soleil du mercredi 12 octobre, page D-4. Nous aurions dû lire:

**JEUDI**  
À "QUESTION DE VIE"  
AVEC DIANE JULES DE 9 h à 11 h

**EST-CE QU'UN COUPLE PEUT SURVIVRE À LA MORT D'UN ENFANT?**

Excusez-nous

**CJRP 1060**  
RADIO

**Offrez-vous le**  
**TRIO TRUC**  
d'octobre

**Pizza Spaghetti Liqueur douce**

**444\$ seulement**

restaurant **le TRUC**

\* Offre valide du 26 septembre au 31 octobre 1988

2800, boul. Laurier, Ste-Foy 315, boul. Ste-Anne, Beauport Place Henri-Bourassa, Charlesbourg (Face au Carrefour Charlesbourg)

**SUBTRACTION!**

Sportive ET familiale à la fois, la CHASER est très abordable:  
**8 989 \$ ou moins!\***

N'hésitez plus entre maniabilité et spaciosité. Vous trouverez ces deux qualités dans une seule voiture, chez le concessionnaire Subaru.

En plus de sa double personnalité, la CHASER possède la robustesse légendaire des Subaru et une liste impressionnante de caractéristiques de série. N'hésitez plus et offrez-vous une CHASER 1988... il est encore temps!

Maintenant, une dernière surprise. Bien que le prix de détail de la CHASER soit de 8 989 \$ seulement, les derniers mots de cette annonce disent bien: "Les concessionnaires peuvent vendre à un prix inférieur". Et peut-être même très inférieur.

- Traction avant qui colle à la route
- Suspension indépendante aux 4 roues
- Direction à crémaillère
- Tableau de bord analogique complet
- Moteur fringant de 1,8 L
- Boîte manuelle à 5 vitesses ou, en supplément, boîte automatique
- Capacité de chargement de 960 L (34 pi³)

**SUBARU**  
LA QUALITÉ JAPONAISE

\* Prix de détail régulier suggéré par le manufacturier, frais de transport, taxes, droits d'immatriculation et coût de la préparation par le concessionnaire exclus. Les concessionnaires peuvent vendre à un prix inférieur.

## Herbert Marx en tournée de consultation

## Prévention du crime: le public doit participer

Le ministre de la Sécurité publique, M. Herbert Marx, s'est trouvé un nouveau cheval de bataille en la consultation sur la prévention du crime.

par MICHEL TRUCHON  
LE SOLEIL

Selon M. Marx, présentement, plusieurs personnes croient que la police est utilisée et payée pour combattre le crime et qu'elle doit être tenue entièrement responsable de la sécurité et du bien-être de la population.

« Tant que le mythe de l'entière responsabilité de la police persistera dans l'esprit d'une partie de la population, alors qu'au contraire une partie de cette population devrait la partager, les meilleurs programmes destinés à prévenir le crime se solderont par des succès mitigés », a dit hier le ministre lors de son passage à Québec dans le cadre de sa tournée provinciale.

Il est encore trop tôt pour dire combien coûtera le programme de prévention. Mais, selon M. Marx, on va mettre tout le personnel et les ressources nécessaires pour

réaliser quelque chose de concret et d'efficace.

Qui plus est, l'industrie privée va être mise à contribution. Dans sa tournée d'une douzaine de villes, le ministre de la Sécurité publique s'attend à ce que tous les organismes intéressés soumettent des idées qui vont venir appuyer la politique de prévention déjà en place. Les nouveaux projets devraient prendre forme au début de l'année prochaine.

Dans le cadre de la tournée provinciale de consultation sur la prévention du crime qu'il a entreprise cette semaine, le ministre Herbert Marx a répété hier à Québec l'importance qu'il attache à la nécessité d'agir avant que les préjudices ne soient causés.

Le ministre Marx est à Longueuil et Montréal aujourd'hui, à Laval demain, à Trois-Rivières le 17 octobre, à Rouyn et Hull le 19 octobre, à Baie-Comeau le 24 octobre, à Rimouski le 25 et à Chicoutimi le 27.

Le ministre québécois de la Sécurité publique est d'avis que l'approche préventive constitue une nécessité, une priorité et un investissement social important. Par ailleurs il considère qu'une telle orientation doit se faire collectivement.

M. Marx visitera une dizaine d'autres villes de la province, d'ici le 27 octobre, cette consultation visant à susciter des réactions et à recueillir des suggestions des intervenants du milieu, d'associations et de groupes intéressés par cette question, afin de proposer une politique qui reflète les besoins des Québécois concernant la prévention du crime.

C'est dans le but de réduire la criminalité et le sentiment de peur et d'insécurité causé par celle-ci, ainsi que de préserver la qualité de vie des citoyens, que le ministre de la Sécurité publique fait de la prévention du crime une de ses priorités.

La tournée du ministre est l'occasion de rappeler les impacts sociaux et psychologiques dévastateurs de la criminalité sur les victimes, les témoins, les contre-

venants et leurs proches. On souligne également que les impacts financiers sont énormes, tant en frais médicaux, en pertes de biens, de salaire et de temps, en coût des forces policières, des services correctionnels et des tribunaux.

Aussi est-il nécessaire, disent les gens de la Sécurité publique, d'insister plus que jamais sur la prévention, même si le Québec, deuxième province canadienne pour sa population et l'une des plus urbanisées, a un taux de criminalité de 70 par 1.000 habitants, ce qui la place au-dessous de la moyenne canadienne de 92 par 1.000 habitants.

Dans sa recherche de « la vraie image » de la criminalité, le ministre de la Sécurité publique rappelle que les adultes sont responsables de près de 80 pour 100 de la criminalité; que les hommes adultes sont responsables de 83 pour 100 des crimes avec violence dont la majorité sont des voies de fait.

Les femmes constituent 13 pour 100 de l'ensemble de la population des contrevenants; elles

commettent surtout des vols à l'étalage et des fraudes.

Les jeunes contrevenants sont responsables d'environ 20 pour 100 des délits. Ils sont particulièrement actifs au niveau du vandalisme, des vols d'autos, des cambriolages et des vols à l'étalage.

L'âge, le sexe, l'état civil, le statut économique, le degré d'urbanisation et le style de vie influencent le risque d'être un jour victime d'un acte criminel.

« Les hommes sont plus souvent victimes d'actes criminels que les femmes, particulièrement quand il s'agit de crimes avec violence;

« Les femmes, par contre (surtout celles âgées de moins de 25 ans) sont sept fois plus exposées que les hommes aux agressions à caractère sexuel et elles sont également fort touchées par la violence familiale;

« Contrairement à beaucoup de préjugés, ce sont les jeunes âgés entre 16 et 25 ans qui sont généralement des victimes. Les délits sont parfois violents et ont lieu souvent entre eux.



Richard FRENCH

### Richard French, ministre des Approvisionnements et Services par intérim

Le premier ministre Robert Bourassa a confié hier à M. Richard French, sur une base intérimaire, le poste de ministre des Approvisionnements et Services. M. French remplace M. Gilles Rocheleau qui a démissionné pour se porter candidat libéral aux élections fédérales.

par ANDRÉ FORGUES  
LE SOLEIL

Député de Westmount à l'Assemblée nationale, M. French demeure de plus ministre des Communications et ministre délégué à la Technologie. M. Bourassa a indiqué l'avoir choisi parce que M. French connaît très bien le secteur et qu'il a eu à négocier très souvent avec son nouveau ministère.

Le premier ministre a déclaré que l'intérim de M. French durerait « quelques mois », soit le temps que le député de Roberval, M. Gaston Blackburn, prenne un peu d'expérience politique.

Élu lors de l'élection partielle de juin dernier, M. Blackburn s'est vu promettre un ministère par M. Bourassa au cours de sa campagne électorale. Roberval est la seule circonscription du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui soit représentée par un libéral.

Cela ne signifie pas nécessairement que c'est aux Approvisionnements et Services qu'est destiné M. Blackburn, a précisé M. Bourassa.

Quant à M. French, il entend diriger son nouveau ministère en prenant les mois un à un d'ici à ce qu'un nouveau remaniement ministériel ait lieu. A titre de ministre des Approvisionnements et Services, il a notamment la responsabilité du service des achats du gouvernement, du service de la Protection civile ainsi que de la Société immobilière du Québec, qui gère les immeubles possédés par l'État.

### Wardair réduit ses tarifs

MONTRÉAL (PC) — La compagnie Wardair amorce aujourd'hui un grand solde d'automne, d'une durée de cinq jours, sur la plupart de ses sièges. Ces réductions sont valides sur tous les vols intérieurs, mais aussi sur ceux à destination de Londres, de la Floride ou de la Californie.

Les sièges doivent être réservés avant lundi prochain, et les départs doivent s'effectuer entre le 20 octobre et le 20 novembre.

Un aller-retour Montréal-Londres est offert à \$329, alors qu'un aller pour Los Angeles ou San Francisco, de Toronto, coûtera \$249. Un aller simple Toronto-Vancouver est réduit à \$249 du mardi au jeudi, et à \$289 les autres jours.

## LE FABULEUX SOLDE "CUISINE EN FÊTE" EST ENFIN ARRIVÉ! LA TABLE DU GOUVERNEUR

ET LES NOUVEAUX USTENSILES CIRCULON

CASSEROLE DE 14 L AVEC COUVERCLE  
Ord. 49.98 SOLDE 24.99 CH.  
CASSEROLE DE 18 L AVEC COUVERCLE  
Ord. 56.98 SOLDE 28.49 CH.  
CASSEROLE DE 28 L AVEC COUVERCLE  
Ord. 89.98 SOLDE 34.99 CH.  
CHAUFFE-PLAT  
Ord. 29.98 SOLDE 14.99 CH.  
BAIN-MARIE DE 0.95 L AVEC COUVERCLE  
Ord. 65.98 SOLDE 32.99 CH.  
ÉTUVEUSE 3 PIÈCES DE 1.8 L  
Ord. 76.98 SOLDE 38.49 L'ENS.  
FAÏTOUT DE 3.5 L AVEC COUVERCLE  
Ord. 69.98 SOLDE 44.99 CH.  
MARMITE DE 76 L AVEC COUVERCLE  
Ord. 99.98 SOLDE 49.99 CH.  
MARMITE DE 95 L AVEC COUVERCLE  
Ord. 199.98 SOLDE 99.99 CH.  
MARMITE DE 114 L AVEC COUVERCLE  
Ord. 139.98 SOLDE 69.99 CH.  
MARMITE DE 152 L AVEC COUVERCLE  
Ord. 149.98 SOLDE 74.99 CH.  
MARMITE DE 191 L AVEC COUVERCLE  
Ord. 189.98 SOLDE 84.99 CH.  
SAUTEUSE DE 28 cm AVEC COUVERCLE  
Ord. 99.98 SOLDE 49.98 CH.  
PLAT À FOUR DE 28 cm AVEC COUVERCLE  
Ord. 89.98 SOLDE 44.99 CH.  
Accessoires en acier inoxydable



CONÇUE POUR DURER,  
LA BATTERIE DE CUISINE EN  
ACIER INOXYDABLE  
LA TABLE DU GOUVERNEUR  
EST GARANTIE POUR 25 ANS!

50% DE RABAIS

UNE BATTERIE DE CUISINE AUX CARACTÉRISTIQUES REMARQUABLES!  
Une offre exceptionnelle! La batterie de cuisine La Table du Gouverneur est fabriquée d'acier inoxydable 18/10 durable qui garde son éclat et se nettoie facilement. Les fonds sont fabriqués en cuivre — le meilleur conducteur de chaleur — recouvert d'une plaque protectrice en acier inoxydable. Ces caractéristiques assurent une cuisson plus efficace. Les couvercles bombés augmentent la capacité et favorisent l'arrosage des aliments. La hauteur des couvercles permet à la vapeur de s'élever et de retomber sur les aliments; la saveur est donc scellée à l'intérieur. De plus, les poignées plus larges des casseroles La Table du Gouverneur les rendent plus faciles à utiliser.

ENSEMBLE 8 PIÈCES. Comprend: casseroles de 14 L et de 28 L avec couvercles, marmite de 76 L avec couvercle, accessoire d'étuveuse de 38 L et sauteuse de 25 cm. Ord. 269.98

SOLDE 134<sup>99</sup> L'ENS.

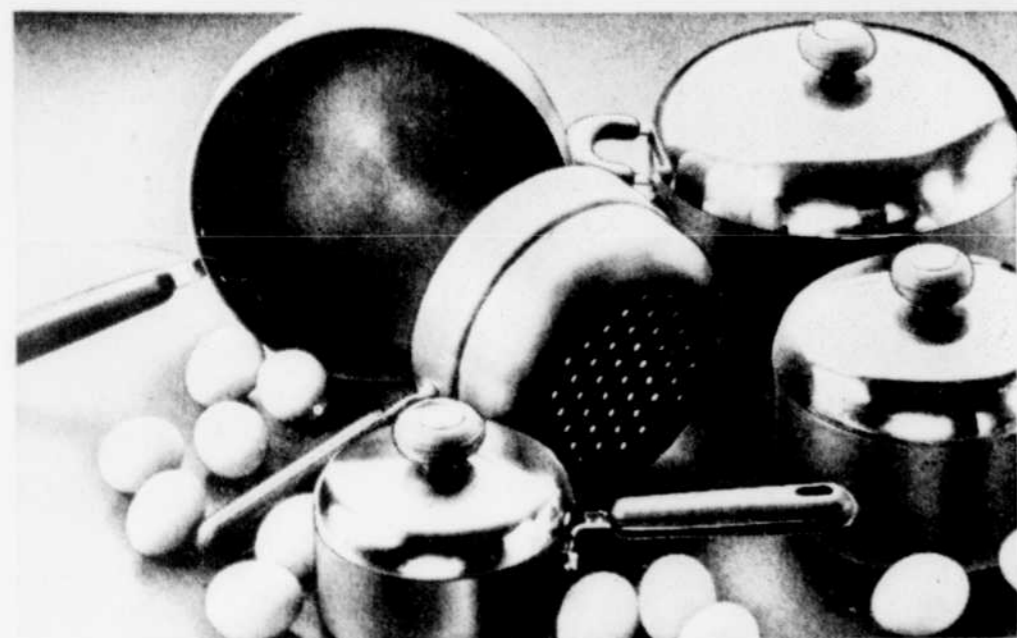
BATTERIE DE CUISINE À ANODISATION DURE CIRCULON AVEC RAINURES CONCENTRIQUES

40% DE RABAIS

Les ustensiles de cuisson Circulon sont dotés de rainures concentriques spéciales qui ont pour effet de réduire le contact des aliments avec la surface de cuisson, afin de diminuer le collage. Ces rainures protègent la partie plus large du fond, tandis que la partie étroite du haut subit l'action abrasive de la cuisson et du nettoyage. Les ustensiles Circulon sont traités à l'anodisation dure, un procédé qui transforme la surface de l'aluminium en un fini non poreux ayant des propriétés comparables à celles du verre, plus solide que l'acier! Les couvercles sont fabriqués d'acier inoxydable 18/10 et ferment hermétiquement pour sceller la saveur. Les ustensiles peuvent être utilisés au four jusqu'à 350° F.

ENSEMBLE 8 PIÈCES. Comprend: casseroles de 0.95 L et de 1.8 L avec couvercles, accessoire d'étuveuse de 1.8 L, marmite de 5.2 L et poêle de 24 cm. Prix après-lancement 329.98

SOLDE 197<sup>99</sup> L'ENS.



CASSEROLE DE 14 L AVEC COUVERCLE  
Prix après-lancement 59.98 SOLDE 35.99 CH.  
CASSEROLE DE 18 L AVEC COUVERCLE  
Prix après-lancement 65.98 SOLDE 39.59 CH.  
ENSEMBLE BAIN-MARIE DE 0.95 L AVEC COUVERCLE. Prix après-lancement 75.98 SOLDE 45.59 CH.  
CASSEROLE DE 28 L AVEC COUVERCLE  
Prix après-lancement 75.98 SOLDE 45.59 CH.  
POÊLE DE 20 cm  
Prix après-lancement 39.98 SOLDE 23.99 CH.  
POÊLE DE 23 cm  
Prix après-lancement 49.98 SOLDE 29.99 CH.  
POÊLE DE 27.5 cm  
Prix après-lancement 59.98 SOLDE 35.99 CH.  
SAUTEUSE DE 27.5 cm AVEC COUVERCLE  
Prix après-lancement 119.98 SOLDE 71.99 CH.  
CHAUFFE SAUCE DE 0.95 L  
Prix après-lancement 35.98 SOLDE 21.59 CH.  
PLAQUE DE CUISSON RONDE DE 30.5 cm  
Prix après-lancement 59.98 SOLDE 35.99 CH.

PROCUREZ-VOUS VOTRE CIRCULAIRE "CUISINE EN FÊTE" DES AUJOURD'HUI!

SATISFACTION GARANTIE, ON PEUT S'Y FIER!



• Québec et Sainte-Foy, lun. à mer., 9h30 à 17h30; jeu. et ven., 9h30 à 21h; sam., 9h à 17h  
• La Capitale à Québec 627-5922 • Place Laurier à Sainte-Foy (mail sud-ouest) 627-5959

la Baie

Des milliers de dollars  
à gagner  
ET UN VOYAGE POUR 2  
À CARTHAGÈNE EN COLOMBIE

DEVENEZ AMBASSADEURS DU  
**AM 128**  
LE SON D'UNE VIE  
CKCV la radio des succès souvenirs

JE PARTICIPE AU CONCOURS "LES AMBASSADEURS" J'AI INVITÉ DEUX PERSONNES, PARENTS, AMIS OU VOISINS À ÉCOUTER CKCV-AM-128 ET COMPLÉTE CE COUPON

NOM \_\_\_\_\_ MES INVITÉS SONT:  
ADRESSE \_\_\_\_\_ NOM \_\_\_\_\_  
TEL \_\_\_\_\_ TEL \_\_\_\_\_  
TEL \_\_\_\_\_ TEL \_\_\_\_\_

FAITES PARVENIR À: CKCV-AM-128, 800, Place d'Youville, Suite 2100 G1R 4W7  
Règlements du concours disponibles à la station

**Droit des conjoints**

# Les couples en union libre seraient laissés pour compte

QUÉBEC (d'après PC) — Le nombre d'unions libres est en constante progression au Québec mais le projet de réforme du code civil proposé par le gouvernement Bourassa ne tient pas compte de cette réalité.

étude de Statistique Canada datant de 1986, et selon laquelle 11,8 pour 100 des familles (et non des couples) sont formées d'union de fait, alors qu'en 1981, ce chiffre était à 7,5 pour 100 - presque deux fois moins.

Quoi qu'il en soit, il s'agit d'une tendance à la hausse et ces couples n'ont aucune protection dans

le code civil, déplore Mme Harel. L'opposition suggère donc que le gouvernement permette aux conjoints de fait de participer à cette notion de patrimoine familial.

« Ils pourraient le faire, par exemple, en remplissant un formulaire au palais de justice, disant qu'ils sont prêts à partager les

biens familiaux - maison, voiture, meubles et RRQ », d'expliquer hier Mme Harel.

**Rentes privées**

D'autre part, la critique péquistes estime que le gouvernement devrait également inclure les régimes de rentes privés (REER, fonds de pension) dans la notion de patrimoine familial.

Ainsi, en cas de divorce, un mari serait tenu de léguer à sa femme la moitié de ses rentes.

Plusieurs groupes réclament cet ajout à la proposition gouvernementale. Le Secrétaire de la condition féminine, qui pilote le dossier avec le ministre de la Justice, se dit déjà ouvert à cette proposition, même s'il n'a pas l'aval

du Conseil des ministres.

La réforme du droit de la famille risque de toucher 50 pour 100 des couples mariés au Québec, puisque c'est ce même pourcentage de couples qui ont choisi le régime de séparation de biens qui ne leur donne aucune protection automatique en cas de divorce.

C'est ce qu'a déploré hier la critique de l'opposition Louise Harel, à l'ouverture de la consultation parlementaire sur les droits des conjoints.

« Il n'y a aucune protection pour les conjoints de fait dans le document du gouvernement, a fait remarquer Mme Harel, et selon nos chiffres, ils sont presque 500,000 au Québec. »

Le projet de réforme du gouvernement se limite en effet aux couples mariés. Il propose d'inclure dans le code civil la notion de « patrimoine familial », qui ferait en sorte qu'à la fin du mariage, les époux seraient obligés de partager à parts égales la résidence familiale, les meubles, l'automobile et les gains accumulés en vertu du régime des rentes du Québec et cela, peu importe le régime matrimonial choisi.

La critique péquiste soutient avoir obtenu les résultats d'une enquête de Statistique Canada intitulée « Plein feux sur l'avenir » qui sera publiée en décembre. Selon cette enquête, amorcée en 1985, 28 pour 100 des couples vivaient en union libre. Au Canada, la moyenne serait de 23 pour 100.

De son côté, le ministre de la Justice du Québec cite une autre

## La relève en administration publique semble rare

L'absence de relève chez les administrateurs publics au Québec et la difficulté pour le gouvernement québécois de recruter dans les secteurs privé et para-gouvernemental sont deux problèmes sur lesquels se penchent actuellement les grands patrons de la fonction publique.

par VINCENT CLICHE  
LE SOLEIL

C'est ce qu'a déclaré, hier, M. Renaud Caron, secrétaire général associé à la réforme administrative et aux emplois supérieurs du Conseil exécutif.

Parlant devant les membres de l'Institut d'administration publique du Canada (région de Québec), M. Caron a fait part de l'effort de revitalisation entrepris, depuis quelques années, dans l'administration publique québécoise.

Le secrétaire associé a d'abord longuement situé cette démarche dans le contexte de compétition, d'innovation et d'adaptation auquel le Québec est actuellement

confronté face aux États américains, comme il le sera, dans quelques années, face aux États européens et également face aux pays asiatiques.

Il a aussi rappelé le nouveau rôle de l'État moderne dans l'économie qui doit être avant tout un partenaire des autres forces économiques plutôt qu'une providence.

**Le secteur privé**

Selon M. Caron, la fonction publique québécoise n'a pas connu, au cours des trois dernières années, « cette mutation apocalyptique prédite à l'occasion de chaque changement de gouvernement ».

« Ainsi, n'a-t-on recruté de l'extérieur que 30 pour 100 des sous-ministres et des sous-ministres

adjoints, comparé à un taux de promotion interne de 51 pour 100 » a-t-il expliqué. Les autres nominations, soit 19 pour 100, ont été des réaffectations.

D'autre part, selon M. Caron, l'embauche de sous-ministres à contrat, comme le permet la loi sur la fonction publique depuis 1984, est une expérience dont les résultats restent encore à évaluer et qui correspond peut-être à de nouvelles valeurs et à un plus grand goût du risque.

Pour intéresser plus d'administrateurs du secteur privé à venir dans la fonction publique, M. Caron a mentionné que son secrétariat a centré ses efforts sur l'amélioration de certaines conditions de travail, notamment au niveau d'un régime de retraite mieux adapté à la situation des administrateurs d'État.

« Il s'agit, explique le secrétaire général associé, d'un élément majeur d'un système de gestion apte

à retenir, motiver ou encore recruter de façon compétitive les meilleurs administrateurs disponibles. »

**La relève**

Mais le plus grave problème auquel fait face la fonction publique est la concentration démographique des cadres de tous les niveaux, dans le groupe d'âge situé entre 40 et 50 ans, et l'absence de renouvellement à la base.

« Cette importante question de la relève et de la succession des administrateurs actuels sera abordée avec des groupes de travail composés de sous-ministres expérimentés » affirme M. Caron.

Selon lui, la révision du système d'évaluation du rendement et du potentiel, ainsi que celle des mécanismes d'identification des candidats à des postes d'administrateurs, permettra d'établir une base valable d'information et un moyen plus rigoureux de recon-

naître et de promouvoir les plus performants, et enfin d'encourager leur perfectionnement.

« Il nous est donc permis d'envisager la mise en place d'un système de planification des affectations et de développement des individus » a poursuivi M. Caron, en précisant qu'un tel système correspond à un besoin vital de la fonction publique.

Enfin, M. Caron a précisé que la seule intervention aux niveaux des individus et de la structure ne suffit pas à stimuler ou à supporter les efforts de revitalisation.

« Il nous faut aussi envisager un changement culturel, a-t-il expliqué.

Et c'est pourquoi, selon lui, son secrétariat doit encourager l'étude et l'implantation de nouveaux concepts et de nouvelles approches de gestion publique que viendront alimenter la réflexion et les expérimentations individuelles.

### Vente 1<sup>er</sup> anniversaire brunet

1019, rue CARTIER seulement

**MAKE-OFFS**  
Tampons démaquillants (100 tampons) **99¢**

**CADBURY'S/NEILSON**  
Chocolats assortis: Crunchie, Dairy Milk, Caramilk épais, Hazelnut **2/79¢**

**BAUSCH & LOMB**  
Solution de trempage yeux sensibles 355 ml. **5.99\$**

**FA**  
Savons de beauté 80 g, bleu, rose, vert. Savons glycérine Henri Bernard, assortis. **2/99¢**

**RAVE**  
Fixatif pour cheveux. Régulier 300 ml, ultra-ferme **89¢**

**50¢ AQUA-FRESH POMPE 50¢**  
**ENFANTS**  
Menthe, régulier **79¢**  
AVEC CE COUPON  
1 coupon par achat sur tube 100 ml ou pompe 100 ml  
Se termine le 18 octobre 1988  
AFPB 1088  
Échangeable chez Brunet **50¢**

**BIC Rasoirs JETABLES 5**  
Rasoir régulier, rasoir peau sensible, rasoir pour femmes **59¢**

**Q-TIPS** 400 **1.99\$**

**NUTRI BAR**  
390 g (-0.50\$ coupons sur démonstration 13-14-15 oct.) **5.99\$** Avec coupon

**KLORANE** 2.99\$  
Shampooing, 100 + 100 ml bonus

**TISANES ASSORTIES**  
20 sachets. Bio Santé **1.39\$**

**BABY'S OWN**  
Savons (3) **99¢**

**CURAD**  
BOULES ABSORBANTES 300 + 50 Bonis **89¢**

**NORMO GASTRYL** 40 **3.49\$**

### Vente 1<sup>er</sup> anniversaire brunet

1019, rue CARTIER seulement

Parfumerie - Cosmétiques

**ORLANE**  
Cadeau  
Avec achat de 22.50\$ et plus, recevez une crème hydratante 30 ml d'une valeur de 22.50\$  
Conseillère sur place les 13-14-15 oct.

**TRUSSARDI**  
Cadeau  
avec achat. Avec tout achat de 20\$ ou plus, recevez 1 lait pour le corps de 125 ml d'une valeur de 20\$

**TAMANGO**  
Avec tout achat minimum de 20\$ de produits Tamango, recevez gratuitement le coffret Tamango comprenant:  
1 eau de toilette 5.5 ml  
1 savon 30 g  
1 bain moussant 10 ml

**AZZARO 9**  
Femme  
Avec tout achat de 30\$ et plus, recevez gratuitement 1 eau de toilette vaporisateur 30 ml

**DETCHEMA**  
Cadeau  
avec achat. Avec tout achat de parfum de toilette, recevez un savon d'une valeur de 14\$

**BALAHE**  
Avec tout achat de produits Balahé, vous recevez en prime 1 parfum 4 ml d'une valeur de 40\$

**COSMAIR** Avec tout achat de 20\$ et plus de produits Anais • Lauren • Polo • Fido • Armani Femme  
Recevez un cadeau gratuitement

**Nombreuses surprises**  
Les 20 premiers client(e)s recevront chaque matin **UN BEAU CADEAU**

**1019, RUE CARTIER SEULEMENT**  
**524-0230**  
Livraison gratuite

QUANTITÉS LIMITÉES

## LE MONDE

## Une affaire de fraude coûte \$149 millions

CHICAGO (AFP) - Sundstrand Corp., équipementier de l'aéronautique, va rembourser au gouvernement fédéral \$149 millions, soit le plus important montant réglé dans le cadre d'une affaire de fraude dont le Pentagone était la victime, a annoncé hier la justice américaine.

Sundstrand Corp., basée à Rockford (Illinois), avait sur-facturé ses équipements aéronautiques livrés au département de la Défense, a expliqué au cours d'une conférence de presse M. Anton Valukas, procureur fédéral à Chicago.

Le Pentagone représente un peu plus de 42 pour 100 du chiffre d'affaires de la société qui a atteint 1,8 milliard de dol-

lars en 1987.

La société fabrique des équipements électroniques, notamment pour les systèmes de navigation et d'allumage de moteurs, pour l'aviation civile et militaire.

Après l'ouverture de poursuites judiciaires, Sundstrand avait annoncé l'an dernier la création de provisions dans son bilan dans la perspective d'un règlement de l'affaire.

## Bush-Dukakis: débat crucial ce soir

LOS ANGELES (AFP, AP, NYTNS) - Le débat télévisé de ce soir à Los Angeles entre George Bush et Michael Dukakis est crucial pour les deux candidats à la Maison-Blanche dans la perspective de leur lutte pour l'emporter le 8 novembre en Californie, le plus important État de l'Union en termes électoraux.

Certes, ce deuxième et dernier débat de la campagne 1988 sera télévisé dans tout le pays (à 21h00, heure de Québec), mais du fait qu'il est organisé à Los Angeles, il est susceptible d'attirer particulièrement l'attention des Californiens.

Il sera ainsi l'occasion ou jamais pour le républicain George Bush et le démocrate Michael Dukakis de marquer des points auprès d'un électoral très diversifié

et exigeant. L'enjeu: les 47 mandats électoraux de la Californie, le plus gros morceau de la carte électorale américaine. Il faut 270 mandats électoraux pour être élu président.

La tâche est difficile pour M. Dukakis -- la Californie a voté républicain dans huit des neuf dernières élections et s'est notamment rangée derrière la bannière de Ronald Reagan en 1980 et 84 -- mais apparemment pas impossible.

### Bush en avance

Par ailleurs, un sondage mené auprès de quelque 10.000 électeurs américains de tous les États place le candidat du Parti républicain, George Bush, nettement en avance dans la course à la présidence, affirmant qu'il détient un solide avantage dans la course aux mandats électoraux.

Bien que les sondages à l'échelle nationale indiquent une course serrée entre MM. Bush et Dukakis (50 pour 100 des intentions de vote à M. Bush contre 45 pour 100 à M. Dukakis), le sondage mené conjointement par le réseau ABC et par le *Washington Post* dans chacun des États -- là où se passent véritablement les

élections -- place Bush nettement en avance.

ABC indique que Bush mène solidement dans 21 États avec un total de 220 votes électoraux -- seulement 50 de moins que le total nécessaire à la victoire. Dukakis n'est en avance que dans trois États, avec 30 votes électoraux.

Aux termes de la législation américaine, chaque État dispose d'un certain nombre de votes électoraux au pro-rata de sa population. Ce sont ces « grands électeurs », désignés au suffrage universel dans chaque État, qui élisent ensuite le président. Le vainqueur républicain ou démocrate dans chaque État gagne l'ensemble des votes électoraux de cet État.

## GALERIES DE LA CAPITALE

(1er étage, près du magasin La Baie)

LES VÊTEMENTS

St. Laurent

GRANDE VENTE DE COMPLETS

UN LOT SÉLECTIONNÉ DE COMPLETS D'UNE VALEUR DE 189,95 VOUS SONT OFFERTS À

21 POUR LE PRIX DE

de plus

POUR LES TEMPS FROIDS LES VÊTEMENTS

St. Laurent

VOUS PROPOSENT DE SUPERBES

PALETOTS

99<sup>95</sup>

POLYESTER-COTON OU 100% LAINE. COULEURS MODE, GRANDEURS DE 36 À 46 POUR SEULEMENT

le modèle peut différer!



Magnifiques complets dans les tissus polyester et laine ou worstead 100% laine, grandeurs de 36 à 44. Teintes pour satisfaire tous les goûts.

### En Bref

#### Le char US de l'an 2000

WASHINGTON (AFP) - Le char américain de l'an 2000 aura une tourelle aplatie, un système de chargement automatique, un canon plus performant que le 120 mm du M1A1 actuel et sera plus léger bien que protégé par un meilleur blindage. Ce char commencera à équiper les divisions blindées américaines en 1997. Il doit être la réponse américaine au char soviétique de la nouvelle génération surnommé aux États-Unis FST-2 (dont l'entrée en service est attendue pour les années 1995 à 1999), a expliqué le général de corps d'armée Donald Phil. Les fournisseurs traditionnels des divisions blindées et mécanisées de l'armée de terre comme General Dynamics Land Systems et la filiale des véhicules militaires de General Motors devraient bientôt être invités à soumettre leurs propositions.

#### Robert Peary avait menti

WASHINGTON (AFP) - L'Américain Robert Peary, considéré comme le premier explorateur à avoir atteint le Pôle Nord, en 1909, a délibérément affirmé avoir accompli cet exploit alors qu'il s'est arrêté à 195 km du but, selon ses propres notes d'expédition récemment analysées par un historien américain. Longtemps tenus secrets, ces documents montrent que Peary savait exactement où il se trouvait quand il a décidé de renoncer à aller plus loin en raison de l'épuisement de ses vivres et d'une menace de dégel de la banquise, affirme M. Dennis Rawlins, astronome et historien de Baltimore, Maryland, dans une interview publiée, hier, par le *Washington Post*. Ces notes pourraient enfin clore le vieux débat sur l'expédition Peary, qui a suscité l'une des plus importantes controverses géographiques de ce siècle.

#### Bloquée pendant 8 jours

SARATOGA, Californie (AP) - Une femme de 77 ans est restée huit jours bloquée au fond d'un ravin dans sa voiture accidentée aux côtés de son mari, qui avait succombé très rapidement à ses blessures, a annoncé la police locale. Mme Helen Heinrich a été admise à l'hôpital dans un état grave. L'accident remonte au 2 octobre dernier. Mme Heinrich conduisait la voiture lorsque soudain les freins ont lâché. La voiture a plongé dans un ravin. M. Heinrich, 83 ans, est mort quelques minutes après l'accident. Sa femme, bloquée à l'intérieur de l'habitacle, et souffrant de multiples fractures, a survécu pendant huit jours, sans boire ni manger. La voiture, qui n'était pas visible depuis la route, a été retrouvée dimanche dernier par des promeneurs.



GALERIES DE LA CAPITALE



LES JEUDIS MOULES À VOLONTÉ

11\$50

BISTRO-RESTAURANT

L'ANSE AUX BARQUES

28 BOUL. CHAMPLAIN, QUÉBEC 692-4674



Le vicaire-général de la Conférence épiscopale d'Afrique du Sud, Mgr Reginald Ormond, s'entretenant avec la presse, peu après l'incendie.

## Un incendie détruit les bureaux de l'Église catholique à Pretoria

JOHANNESBURG (NYTNS) — Un incendie a complètement détruit hier une partie des bureaux de l'Église catholique à Pretoria dans le cadre de ce qui semble être une nouvelle vague d'attaques contre les organisations anti-apartheid.

À Windhoek, la capitale de la Namibie, un incendie avait causé mardi matin des dégâts d'environ \$43,000 dans les bureaux de *The Namibian*, un journal opposé à la présence de soldats sud-africains dans ce territoire illégalement administré par Pretoria.

Un groupe d'extrême droite se faisant appeler les « Loups blancs » a revendiqué la responsabilité de cet attentat dans un appel téléphonique au directeur du journal, M. Gwen Lister, qui avait été brièvement détenu par les autorités cette année.

L'incendie d'hier aux bureaux de Pretoria de la Conférence épiscopale d'Afrique du Sud fait suite à une série de sinistres similaires ayant endommagé au cours des 18 derniers mois des édifices abritant les bureaux de groupes opposés au régime d'apartheid,

dont notamment des organisations religieuses et syndicales.

C'est ainsi qu'en août dernier, le siège social du Conseil oecuménique des Églises d'Afrique du Sud était la cible d'un attentat à Johannesburg. Vingt-trois personnes y furent blessées.

Même si les « Loups blancs » en ont revendiqué la responsabilité, aucune arrestation n'a encore été opérée et l'enquête policière se poursuit toujours.

Dans les milieux religieux, on affirme que l'attaque d'hier était étroitement liée à celle du mois d'août et que les deux étaient l'oeuvre du même groupe.

Ces attaques ont commencé après que les chefs religieux opposés à l'apartheid eurent appelé en juin dernier au boycott des élections municipales qui se déroulent actuellement dans le pays, en dépit des dispositions de l'état d'urgence interdisant de tels appels.

## L'ancien maire de Port-au-Prince poursuivi

PORT-AU-PRINCE (AFP) — Une action en justice a été entreprise contre l'ancien maire de Port-au-Prince, M. Franck Romain, accusé par la rumeur publique d'être l'un des instigateurs du massacre de l'église Saint Jean Bosco à Port-au-Prince qui avait fait 13 morts le 11 septembre dernier, a annoncé hier Me Jacaman Charles, commissaire du gouvernement (procureur de la république) près le tribunal civil de Port-au-Prince.

M. Romain est actuellement réfugié à l'ambassade de la République Dominicaine dans la capitale haïtienne.

Cette action en justice a été en-

treprise et un dossier transmis au cabinet d'instruction à la suite de la réception d'une lettre de dénonciation mettant en cause M. Romain non seulement dans le massacre de l'église Saint Jean Bosco mais aussi dans celui des élections

avortées du 29 novembre 1987 qui avait fait 24 morts et 74 blessés à Port-au-Prince, a précisé Me Charles.

Ce dernier a également indiqué que ses services avaient écrit à des organes de presse pour solliciter communication de cassettes, documents vidéo, etc... pour compléter le dossier.

Le commissaire du gouvernement a ajouté que dans le cadre de cette action, le juge d'instruction aurait à émettre dans le cadre de la loi un mandat de comparution qui, en l'absence de résultats, serait suivi d'un mandat d'amener pouvant enfin déboucher sur un jugement par contumace si l'intéressé ne se présentait pas.

À ce propos, on a appris que le

nouveau régime militaire haïtien n'avait aucune intention d'accorder à M. Romain un sauf-conduit comme le souhaitent les autorités dominicaines. Le président dominicain Joaquin Balaguer avait récemment publiquement critiqué le gouvernement haïtien pour son refus d'accorder un sauf-conduit à M. Romain.

Les organisations de défense des droits de l'Homme d'Haïti ainsi que plusieurs partis et syndicats avaient recommandé récemment au gouvernement haïtien de ne pas accorder de sauf-conduit à l'ancien maire pour gagner la République Dominicaine et le Parti communiste haïtien s'était publiquement félicité de l'attitude de refus du nouveau régime.

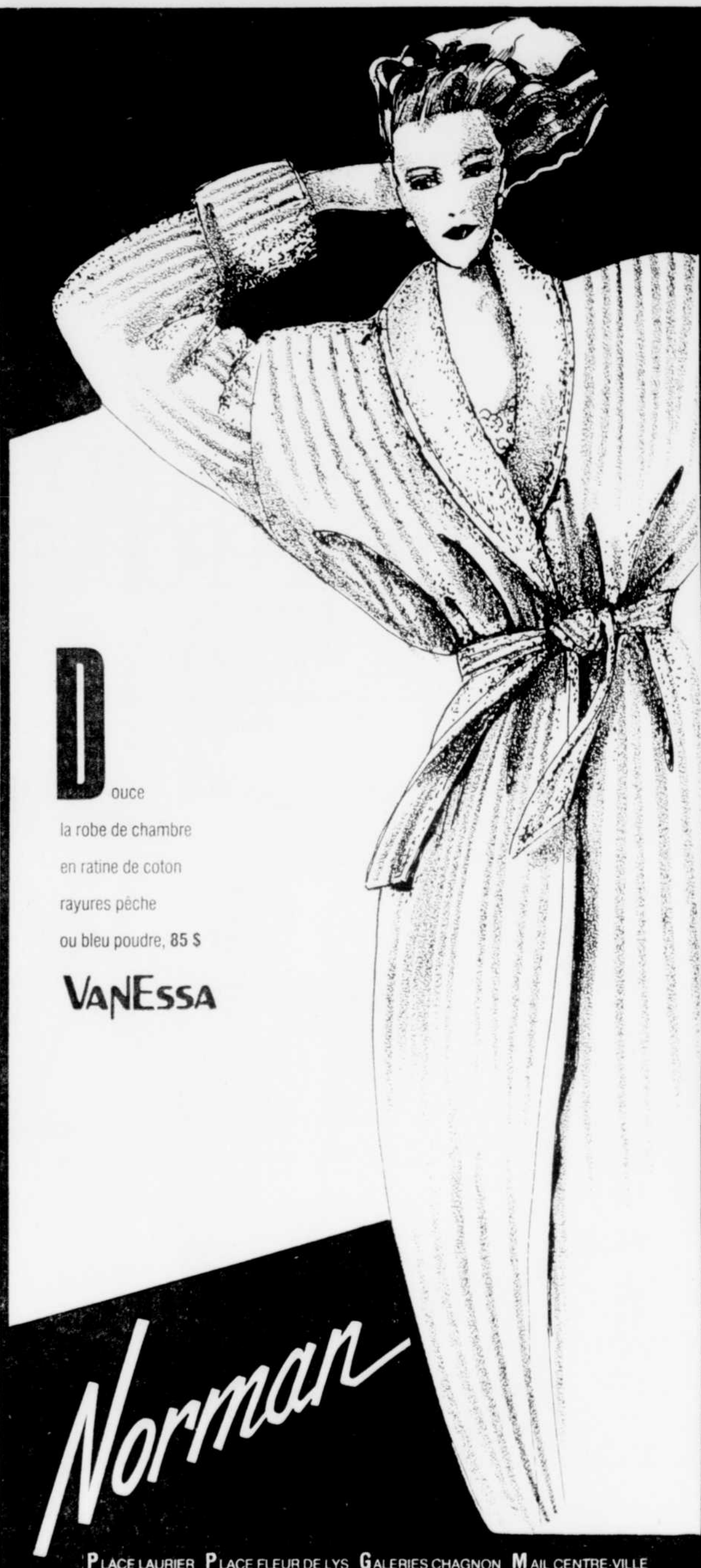
## « Brigadistes » condamnés à des peines très sévères

ROME (AFP) — La deuxième cour d'assises de Rome a prononcé, hier, un verdict sévère en condamnant 26 terroristes des Brigades rouges (BR, extrême gauche) à la détention à perpétuité et le reste des 173 accusés du procès dit « Moro-ter » à près de 18 siècles de prison. Vingt-deux personnes ont été acquittées.

La détention à perpétuité a été infligée notamment à Enrico Villimburgo, arrêté le 23 septembre dernier à Paris avec Giovanni Allimonti. Ce dernier, ancien standardiste de la Chambre des députés, a été condamné à 22 ans de prison. Les autorités italiennes ont déjà demandé à la justice française l'extradition des deux hommes, considérés comme les chefs idéologiques des « nouvelles BR ».

Les juges ont reconnu la majeure partie des inculpés coupables de toute une série de hold-up et d'assassinats commis par la colonne romaine des BR entre 1977 et 1982.

Parmi les inculpés, bon nombre sont des dirigeants historiques du groupe terroriste, déjà jugés et condamnés dans d'autres procès. Barbara Balzerani, Cecilia Massara, Giovanni Senzani, Rita Algranati et Alessio Casimirri — ces deux derniers par contumace — ont été notamment condamnés à la prison à vie.



**D**ouce  
la robe de chambre  
en ratine de coton  
rayures pêche  
ou bleu poudre, 85 \$

**VANESSA**



## COLLECTIONS

Mercredi le 19 octobre de 19h à 21h

Collections automne-hiver de la BOUTIQUE KELLY:  
Jean-Claude Poitras, Alain Thomas, Lise Spénard et Alfred Sung.  
Un bon d'achat d'une valeur de 50\$ sera offert par  
la BOUTIQUE KELLY et deux repas cadeaux du Baron Rouge.

Les productions Sonia Morelli Animatrice: Françoise Lortie

### BARON ROUGE



**100% BIFTECK & FRUITS DE MER**  
350, BOUL. STE-ANNE, BEAUPORT, QUÉBEC, 667-1355

## ESSAYEZ-LES POUR VOIR!

CENTRE VILLE  
210 boul. Charest E.  
**529-1714**

PLACE FLEUR DE LYS  
Entrée no 4  
**525-4771**

La relève de Robert Laforce passe à l'action avec la carte blanche qui offre une GARANTIE EXCEPTIONNELLE et des PRIVILEGES à l'OSQ, à la Salle Albert-Rousseau et chez Pizzeria D'Youville. Pour un service professionnel, pensez Masson.



LES OPTICIENS  
D'ORDONNANCES

**Pierre  
Masson  
& ass.**

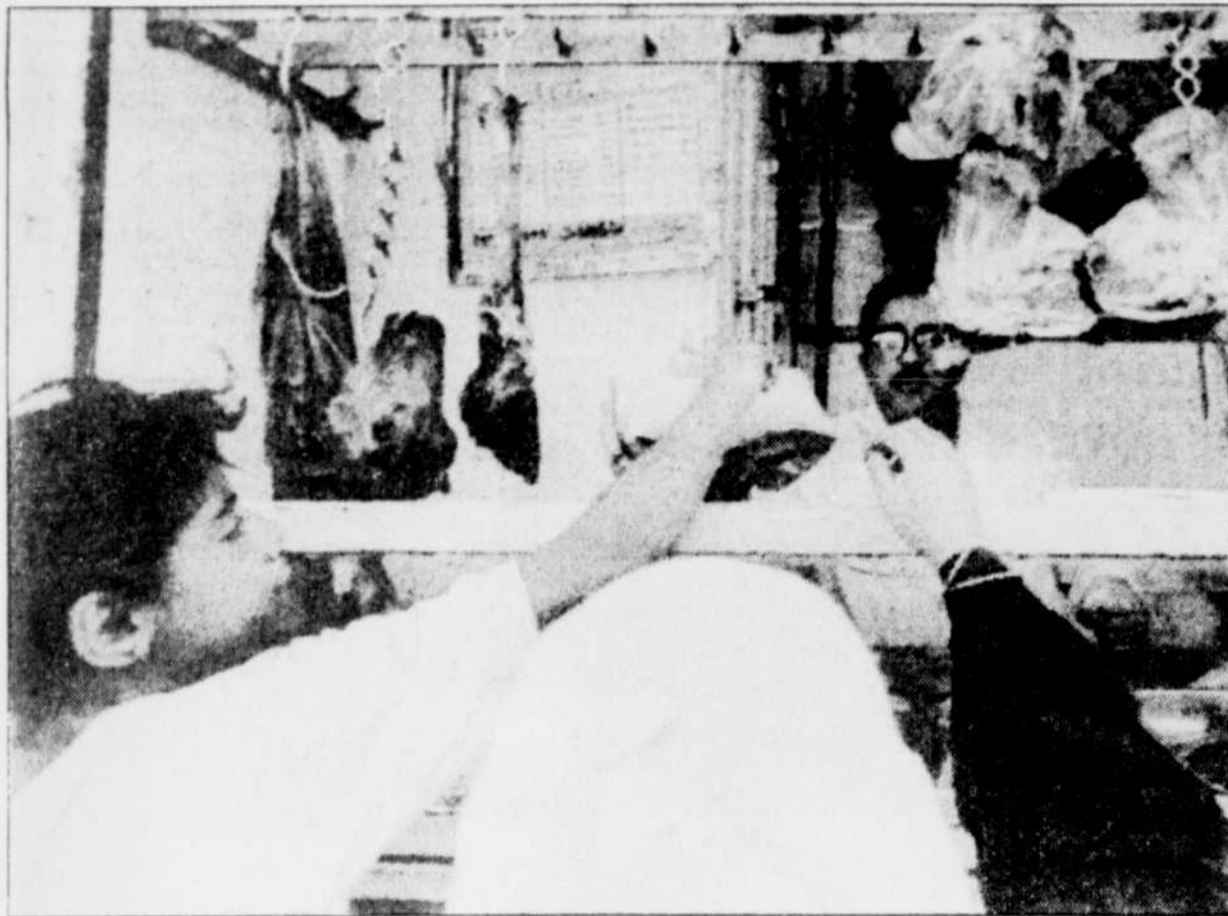


détails disponibles en boutique

# Référendum, le 3 novembre, sur les réformes en Algérie

ALGER (AP, AFP) - Le président Chadli Bendjedid a annoncé pour le 3 novembre prochain un référendum sur les réformes

politiques qui mettraient un terme à l'emprise du parti sur le gouvernement algérien.



Les prix des aliments, par ailleurs très abondants, étaient hier dans certains cas la moitié de ceux affichés avant les six jours d'émeutes à Alger. L'état de siège et le couvre-feu ont pris fin hier matin sur tout le territoire algérien.

Cette décision, annoncée hier, faisait suite à une semaine d'émeutes sanglantes contre la politique du gouvernement, émeutes qui auraient fait plus de 500 morts et de 1.000 blessés.

L'état d'urgence et le couvre-feu imposés vendredi dernier ont été levés hier matin et les Algériens ont commencé à retourner au travail. Les chars et les soldats fortement armés ont été retirés des rues d'Alger, et les hélicoptères équipés de missiles ont disparu. Les magasins d'alimentation sont de nouveau approvisionnés.

## Violence en Kabylie

Toutefois, de violents incidents, qui auraient fait une dizaine de morts selon des témoins, et 18 selon d'autres, se sont produits hier à Tizi-Ouzou, en Kabylie, à quelque 100 km à l'est d'Alger, moins de 12 heures après la levée du couvre-feu. La Kabylie est dirigée par les Berberes.

Selon des témoignages recueillis sur place, les incidents de Tizi-Ouzou ont commencé vers 15H00 locales, lorsque des contre-manifestants se sont joints à un cortège de soutien au président Chadli Bendjedid et ont crié des slogans hostiles au chef de l'État.

Les affrontements qui se sont alors produits entre manifestants et forces de l'ordre auraient fait une dizaine de morts, selon des témoins sur place. Ce bilan n'a pas été confirmé de source officielle. Selon des témoins, ce sont les manifestants qui auraient ouvert le feu sur les forces de l'ordre.

## Profondes réformes

Le président Chadli Bendjedid a fait hier soir les premiers pas vers de profondes réformes politiques en annonçant que les électeurs se prononceraient le 3 novembre par référendum sur une modification de la Constitution, augmentant considérablement les pouvoirs de l'Assemblée nationale (Parlement).

Cette réforme prévoit que le gouvernement, nommé par le président de la république, sera désormais responsable devant cette assemblée. Celle-ci faisait jusqu'à présent figure de chambre d'enregistrement, même si les débats pouvaient y être animés. Le gouvernement s'est vu contraint de retirer des projets qui n'avaient pas de chance d'être adoptés tels quels.

Jusqu'à présent, le gouverne-

ment était responsable uniquement devant le président de la république, qui préside le conseil des ministres. Le premier ministre n'a aucun pouvoir de décision en dehors de ces conseils.

L'élargissement prévu des pouvoirs de l'Assemblée nationale devrait donner une plus grande crédibilité aux députés, considérés par leurs électeurs comme une émanation de l'exécutif.

Le projet de réformes accorde tout de même un rôle important au parti unique, le FLN (Front de libération nationale), qui semblait en perte de vitesse ces derniers jours. En effet, dans le communiqué annonçant la modification de la Constitution par référendum, le président Chadli prévoit de soumettre à un prochain congrès du parti, dont la date n'a pas été fixée, « le projet de réformes politiques annoncées, en vue d'une plus grande démocratisation de l'action politique ».

Pendant ce temps, Alger a vécu dans le calme sa première journée après la levée de l'état de siège, mais plusieurs arrestations ont été signalées, accompagnées de critiques véhémentes de la Ligue des droits de l'Homme.

## Pont aérien américain pour aider les victimes de la famine au Soudan

KHARTOUM (NYTNS) - Les États-Unis vont pouvoir acheminer des vivres dès aujourd'hui aux victimes de la famine dans les régions méridionales du Soudan, mettant ainsi fin à une impasse de plusieurs mois entre le gouvernement de Khartoum et les organisations de secours.

Selon un responsable de l'Agence américaine pour le développement international (AID), un pont aérien sera établi pour une période de 10 jours entre Khartoum et la ville d'Abeyi pour y acheminer des tonnes de blé arrivées il y a déjà quelques mois dans la capitale soudanaise.

Selon les les organisateurs, des milliers de personnes, surtout des enfants de moins de deux ans, sont mortes de malnutrition et de

rougeole à Abeyi entre juin et septembre.

Le porte-parole américain a précisé que le pont aérien sera étendu par la suite à trois autres villes de la région et que le coût total de l'opération devrait s'élever à \$130 millions.

Jusqu'ici, le gouvernement soudanais refusait tout envoi de nourriture aux habitants de cette région qui, à ses yeux, sont trop proches des rebelles autonomistes de l'Armée de libération du peuple soudanais.

## LE PRÊT-AUTO PRÉAPPROUVÉ ROYAL



### Le chèque certifié: un pouvoir de négociation

Grâce au Prêt-auto Préapprouvé Royal de la Banque Royale, vous serez très certainement en meilleure position pour négocier le prix de votre prochaine auto.

#### Du nouveau: un chèque certifié

Avec ce nouveau prêt-auto de la Banque Royale, les démarches nécessaires à l'achat d'une nouvelle auto ne seront plus jamais les mêmes: vous vous présentez à une succursale de la Banque Royale où l'on détermine avec vous le montant maximum que vous désirez mettre à l'achat d'une auto; une fois ce montant fixé, on l'inscrit à l'endos d'un chèque certifié que l'on vous remet.

#### Comme de l'argent comptant

Il ne vous reste plus qu'à vous rendre, chèque certifié en main, chez le concession-

naire. Vous vous retrouvez alors, grâce à ce chèque, en excellente position pour négocier et conclure un bon marché. Un chèque certifié c'est comme de l'argent comptant, ça donne un véritable pouvoir de négociation. Une fois que vous avez négocié le prix de la voiture, vous inscrivez vous-même le montant exact sur le chèque que vous contresignez.

#### Un emprunt sensé et avantageux

Avec ce nouveau prêt-auto, vous savez à l'avance le montant et la durée des versements mensuels. Et il n'y a pas de frais financiers cachés. De plus, vous pouvez profiter de deux exclusivités de la Banque Royale: l'option Pare-Choc\* Royal et le Prêt-Rachat Royal\*. Renseignez-vous également sur le Plan Protection Plus\*\*.

À la Banque Royale, on aime à penser que le Prêt-auto Préapprouvé Royal est le prêt-auto de l'avenir. Voyez dès aujourd'hui un préposé aux prêts de la Banque Royale.

\* La Banque Royale du Canada, usager inscrit de cette marque de commerce.  
\*\* Marque déposée de La Banque Royale du Canada.  
\*\*\* Marques de commerce de La Banque Royale du Canada.



**BANQUE ROYALE**



### CAMPAGNE DE SOUSCRIPTION



Pour venir en aide aux déshérités de Lauberivière, la BANQUE NATIONALE DU CANADA a apporté, pour la 4<sup>e</sup> fois, une contribution substantielle à la FONDATION DE LAUBERIVIERE.

De gauche à droite: M. Christian Leclerc, dir. principal, Centre de prêts commerciaux - Québec; Sr Louise St-Hilaire, s.l.a., dir. générale, Fondation de Lauberivière; M. Luc Lamirande, vice-prés., direction commerciale - Est du Québec; M. Yvon Fortin, prés., Fondation de Lauberivière.

une grâceuseté

**LE SOLEIL**

**Copietech**

### Pour mieux vous servir



**Michel Fortier**  
Directeur



**Bruno Lavoie**  
Conseiller

Monsieur Gilles Breton, président, est heureux d'informer la population que messieurs Michel Fortier et Bruno Lavoie se sont maintenant joints à l'équipe de Copietech Inc.

Monsieur Michel Fortier, qui occupait auparavant le poste de directeur pour le magasin COR-BIT Centre d'ordinateurs, prendra maintenant la direction de la section informatique de Copietech Inc. Il invite donc toute sa clientèle à venir le rencontrer à ses nouveaux bureaux.

Monsieur Bruno Lavoie occupe désormais le poste de conseiller technique de la division informatique. Tous les anciens et nouveaux clients sont les bienvenus. Nous sommes maintenant distributeurs autorisés des ordinateurs et périphériques SAMSUNG.

**Copietech**

**Centre Innovation**

2360, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy G1V 4H2  
Tél.: (418) 654-0252 Fax.: (418) 651-7057

Parlez-moi d'une banque... Royale!

**En Bref**

■ **Ordre d'exécution signé**

NEW DELHI (AFP) - L'ordre d'exécution des deux Sikhs qui avaient assassiné le 31 octobre 1984 la première ministre indienne Indira Gandhi dans sa résidence de New Delhi a été signé, hier, par le juge S.C. Jain à New Delhi, a-t-on appris de source judiciaire. Le juge n'a pas indiqué à quelle date les deux hommes, l'ancien policier Satwant Singh et son complice Kehar Singh, un ancien fonctionnaire, devaient être exécutés. Selon des sources sûres, l'exécution, par pendaison, devrait avoir lieu avant la fin du mois.

■ **Pas de retour à la peine capitale**

BRIGHTON (AP) - Le gouvernement britannique a promis, hier, de lutter davantage contre la criminalité mais a exclu un possible retour à la peine capitale. Le ministre de l'Intérieur, M. Douglas Hurd, a affirmé devant les membres du Parti conservateur, réunis à l'occasion de leur congrès annuel, qu'il recruterait davantage de policiers, construirait de nouvelles prisons et expérimenterait une nouvelle « arme électronique » contre les prévenus. Mais il a clairement pris position contre un retour à la peine capitale. Quelques minutes auparavant, par un vote à mains levées, une majorité de délégués s'était exprimée en faveur d'un retour à la peine de mort.

■ **Jack l'Éventreur était avocat**

LONDRES (AFP) - Jack l'Éventreur était un avocat du nom de Montagu John Drutt: telle est la conclusion à laquelle a abouti, après un vote, la Société historique de la police de Londres qui réunit une centaine d'experts en criminologie. Jack l'Éventreur qui avait commis, il y a exactement un siècle, cinq meurtres de prostituées dans les quartiers miséreux de l'East End à Londres, n'a jamais été identifié mais les experts de la Société historique de la police ont estimé qu'il s'agissait de Drutt dont le corps avait été retrouvé dans la Tamise en 1888. La police avait conclu qu'il s'était jeté dans le fleuve dans un accès de folie.

■ **Bureau de chômage en Chine**

BEIJING (AFP) - La Chine a ouvert à Shenyang son premier bureau de chômage qui s'apprête à accueillir 667 ouvriers licenciés des grandes entreprises industrielles d'État de cette ville du nord-est du pays, a annoncé, hier, l'agence Chine nouvelle. Les chômeurs chinois ont perdu leur emploi pour certains à la suite de la mise en faillite de leur entreprise ou pour d'autres en raison de leurs « faibles résultats » au travail. D'autres encore sont au chômage en raison d'une fin de contrat.

■ **Enfants tués par la foudre**

JOHANNESBURG (AFP) - Huit enfants noirs sud-africains ont été tués par la foudre alors qu'ils dormaient dans une cabane dans le nord-est de l'Afrique du Sud, a annoncé hier la radio d'État sud-africaine. Les enfants, cinq garçons et trois filles âgés de moins de neuf ans, ont été foudroyés dans la nuit de mardi à mercredi alors que de violents orages s'abattaient dans le bantoustan du Gazankulu, dans le district de Giyani, près de la frontière avec le Mozambique.

# Moscou versera \$780 millions à l'ONU pour la reconstruction de l'Afghanistan

NATIONS UNIES (d'après AP) — L'Union soviétique a fait savoir, hier, qu'elle verserait \$780 millions aux Nations unies dans le cadre du programme de reconstruction de l'Afghanistan.

Ce programme a été lancé en juin dernier par le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar. Outre la reconstruction du pays, il vise à assurer le rapatriement des millions d'Afghans qui ont quitté leur pays pendant la guerre.

Le responsable de ce programme, le prince Sadruddine Aga Khan, a précisé aux journalistes que la contribution soviétique est à ce jour la plus importante.

Selon l'ONU, l'Afghanistan a besoin, pour les deux années à venir, de \$1,5 milliard. Le programme de l'ONU prévoit également le versement de \$1,090 millions pour la période 1990-93.

re coûtera plus de 2,6 milliards de dollars.

Sadruddine a dit avoir également reçu la promesse de 78 millions de dollars du Japon, qui dit prévoir d'autres contributions et

qui enverra du personnel civil pour aider au rapatriement des réfugiés; l'Allemagne de l'Ouest a promis 35 millions de dollars, la Suède \$9 millions, alors que la Grèce s'est engagée à fournir 10,000 tonnes d'aide alimentaire.

On estime que la reconstruction de ce pays ravagé par la guerre

## Affrontements dans l'Uttar Pradesh

NEW DELHI (AFP) — L'armée a été déployée dans l'État de l'Uttar Pradesh (nord de l'Inde) où des affrontements entre hindous et musulmans au sujet d'un lieu de culte du XVIe siècle, revendiqué par les deux communautés, ont fait au moins 21 morts et plus de 100 blessés depuis cinq jours, a rapporté, hier, la presse indienne.

Les troupes se sont déployées dans la région de Muzaffarnagar

où 17 personnes ont été tuées et 72 autres blessées, dont certaines gravement, depuis samedi dans

des batailles de rue, selon les journaux. Quatre autres personnes ont été tuées à Aligarh, selon les agences de presse.

Les soldats ont reçu l'ordre de tirer à vue et un couvre-feu illimité a été imposé à Muzaffarnagar et à Aligarh, ainsi qu'à Kathauli où les violences se sont étendues, a indiqué le quotidien Indian Express.

**COURS DE SERVICE au BAR**  
avec certificat de l'ÉCOLE des MAÎTRES au CHÂTEAU FRONTENAC avec la collaboration de la Distillerie Comby  
**COURS de CONNAISSANCES des VINS**  
Première culture personnelle C.F. 1988, Education de Québec  
692-0310

NOS PRODUITS DE CHARCUTERIE ET DE JAMBONS SONT TOUS PRÉPARÉS PAR NOUS

PORC HACHÉ FRAIS 2,89\$/lb	HAUT de PATTE DE PORC, FRAIS 1,80\$/lb
T-BONE STEAK ou ROSBIF 7,07\$/lb	
CLUB SANS OS STEAK OU ROSBIF 10,38\$/lb	
JAMBON COTTAGE CUIT 3,25\$/lb	JAMBON FESSE BRAISÉE 4,79\$/lb

LA BOUCHERIE  
**W.E. BEGIN INC.**  
500, ST-JEAN — 524-5271  
520, DE LA SALLE ET 535, DE LA REINE  
AVEC STATIONNEMENT — 529-1331

**LA COLLECTION CONTINENTALE** **LE SEUL VRAI SPÉCIALISTE** **BLANC SUR BLANC**  
**White-Westinghouse**

**FOUR À ENCASTRER TABLE DE CUISSON ET FOUR À MICRO-ONDES DISPONIBLES**

Remise sur échange

Remise jusqu'à 100%

Remise jusqu'à 100%

LESSIVEUSE WLA-4  
3 programmes de lavage  
Commande de niveau d'eau  
**929\$**

SÈCHEUSE WDE-5  
Programme de séchage automatique

REFRIGÉRATEUR W-1677  
Sans grille de 16,7 pi<sup>3</sup>  
Demi-clayettes réglables  
Deux bacs à légumes  
Garde-beurre réglable  
**899\$**

CUISINIÈRE WF-48T  
Ligne européenne  
Porte de verre  
Éléments tubulaires de luxe  
Four à nettoyage facile  
**629\$**

**VENTE D'APPAREILS USAGÉS**  
• Livraison et installation gratuites  
• Mise de côté et plan de financement  
• Service de réparation à domicile

**3000, chemin Royal, Giffard 663-4605**  
**NOUS NE VENDONS QUE ÇA**  
SERVICE, QUALITÉ ET BAS PRIX

**EATON SIGNATURE**

NOUVEAU! LES COLLECTIONS LIZ CLAIBORNE CHEZ EATON

Un tour de force dans le domaine de la mode pour la femme de carrière! Une collection de Liz Claiborne vous propose de superbes options à partir des classiques pour le bureau aux élégantes tenues décontractées pour la fin de semaine. Le tout présenté dans des fibres naturelles aux riches teintes chaudes. Voyez la suite chez Eaton!

Représentés: des vedettes de notre collection exclusive «Sport Heroes». De 45.00 à 160.00 ch.

Ceintures Liz Claiborne de 28.00 à 44.00 ch.

Vendus dans certains magasins Eaton.  
Rayon 242

Eaton, Place Ste-Foy

**EATON**  
Nous sommes... le grand magasin du Canada

**Liz Claiborne**

**ADOPTÉZ LE VELOURS CÔTELÉ CETTE SAISON!**

**20% DE RABAIS!**

**Pantalon "north country" Eaton pour hommes**

Prix courant Eaton 45,00  
**34<sup>99</sup>** ch.

Soyez dans le ton cet automne avec ce pantalon en velours à larges côtes. Confection canadienne de qualité en coton et polyester confortable. Choisissez parmi une gamme de couleurs dans la note cette saison: taupe, fusain, vert forêt ou bleu encre. Tours de taille: 32 à 42.

Une tenue tout-aller tout indiquée pour cet automne.  
(Choix incomplet de tailles et de couleurs dans certains magasins.)

**north country**  
EATON

**EATON**  
Nous sommes... le grand magasin du Canada

Entreprise de l'année

AMEUBLEMENTS  
**TANGUAY**  
LÉVIS - BEAUPORT - LES SAULES

**SUR TOUTE LA MARCHANDISE**

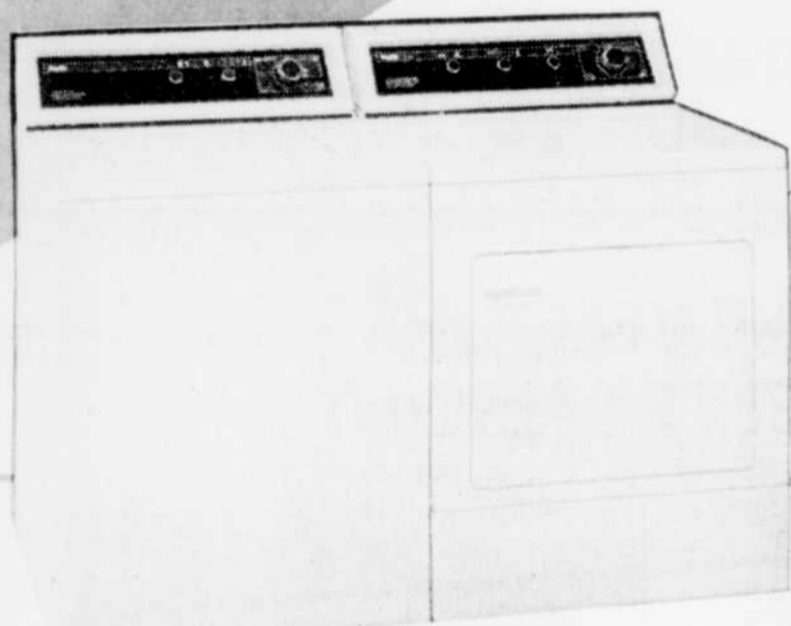
MEUBLES, ÉLECTROMÉNAGERS, APPAREILS ÉLECTRONIQUES, MICRO-ONDES

NE PAYEZ QUE LE 12 AVRIL 1989  
AUCUN COMPTANT  
AUCUN INTÉRÊT\*

**Inqlis**

La série de produits STERLING  
pour la lessive et la cuisine

Tous les appareils électroménagers sont disponibles en blanc ou amande



**Inqlis**

**MACHINE À LAVER STERLING**  
Modèle # U046000

- Choix de 6 cycles
- 5 réglages de température d'eau pour lavage-rinçage
- Réglage de niveau d'eau variable avec réglage extra-bas
- Filtre à charpie autonettoyant
- Distributeurs pratiques d'agent de blanchissage et de produit assouplissant
- Transmission robuste, moteur à 2 vitesses durable

**SECHEUSE AUTOMATIQUE STERLING**  
Modèle # U086000

- Trois cycles de séchage
  - séchage normal automatique
  - séchage apprêt permanent automatique
  - ou jusqu'à 70 minutes de séchage minute
- Choix de 5 températures
- Lampes à l'intérieur du tambour
- Signal de fin de cycle à volume réglable
- Support de séchage pratique



**Inqlis**

**CUISINIÈRE STERLING**  
Modèle # IRE36200

- Surface de cuisson monopièce exclusive, facile à nettoyer
- Porte en verre noir avec poignée de luxe genre porte-serviette
- Horloge numérique automatique et "compte-minutes"
- Éléments de chauffage rapide et de mijotement précis de luxe
- Offre le meilleur nettoyage automatique sur le marché

**Inqlis LAVE-VAISSELLE STERLING**

Modèle # UD36000

- 4 cycles de lavage
  - casseroles - léger normal - énergique normal - rinçage d'attente
- Option de séchage économique par air ou séchage par chaleur
- Paniers à argenterie et ustensiles dans la porte
- Doublure de porte en polypropylène
- Panneaux de couleur blanc, amande ou noir



**Inqlis**

**SYSTÈME 2000 RÉFRIGÉRATEUR STERLING 18 pi<sup>3</sup>**

Modèle # I0T86100

- Bacs à légumes à humidité contrôlée
- Garde-beurre réglable et compartiments laitiers
- Clayettes antirouilles recouvertes de vinyle
- Nécessaire pour machine à glaçons en option

LE STANDARD D'EXCELLENCE  
DES APPAREILS ELECTROMÉNAGERS

Améublments Tanguay et Inqlis s'engagent à vous fournir des appareils ménagers de qualité, qui resteront efficaces et fiables pendant des années. Nous savons que vous achèterez les produits Inqlis aussi longtemps que vous en serez satisfaits.

\* NE PAYEZ QUE LA TAXE DE VENTE. SUJET À L'APPROBATION DU CRÉDIT.

*Livraison gratuite à la grandeur de la province*

**LÉVIS**  
Place Tanguay  
833-4511

**BEAUPORT**  
535, boul. Sainte-Anne  
667-6282

**CARREFOUR  
LES SAULES**  
5150, boul. de l'Ornière  
871-4411

Administration, livraison  
et service 872-2242

*le No 1*

AMEUBLEMENTS  
**TANGUAY**  
LÉVIS - BEAUPORT - LES SAULES